

Compte Rendu de l'Atelier

Analyse des Dépenses Publiques en Agriculture Atelier de Partage des Expériences Nationales

CENTRE DE CONFERENCES WHITE SANDS
DAR ES SALAAM
TANZANIE
13-14 JUIN 2013

PARRAINE PAR:

**AGENCE DE PLANIFICATION ET DE COORDINATION DU NEPAD
FAO
BANQUE MONDIALE
FONDATION BILL ET MELINDA GATES
FONDS FIDUCIAIRE MULTIDONATEURS DU PDDAA**

Table des matières

Aperçu.....	2
Objectifs	3
Participation.....	3
Programme	4
Session 1. Allocation de bienvenue	5
Session 2. Méthodes et Processus	6
Session 3. Résultats préliminaires de synthèse	17
Session 4. Résumé des discussions	35
Session 5. Présentation des pays: le Togo par M. Treku.....	37
Session 5. Présentation des pays: le Ghana par M. Ohemeng-Boateng.....	46
Session 5. Présentation des pays: le Burkina Faso par M. Taondyande	60
Session 6. Discussion sur les présentations de pays.....	72
Session 7. Analyse spécialisée: le cas du programme de bons d'achats NAIVS de Tanzanie par M. Mink	74
Session 7. Discussion of sur l'analyse spécialisée	78
Session 8. Table ronde: Processus	78
Session 9. Table ronde: résultats analytiques.....	79
Session 10. Table ronde: Obtenir un Impact.....	81
Sessions 14 et 15. Synthèse et remarques de clôture	84
Annexe 1: Liste des participants à l'atelier	87
Annexe 2: Sous-groupes de discussion sur le Processus, les Résultats analytiques et l'obtention d'Impact	90

Aperçu

L'agence du NEPAD, conjointement avec la Banque mondiale et la FAO et avec le financement de la Fondation Bill et Melinda Gates et du Fonds fiduciaire multi-donateurs du PDDAA, a organisé un atelier de deux jours sur les revues des dépenses publiques dans le secteur agricole entreprises récemment dans les pays sub-sahariens. L'atelier s'est tenu les 13 et 14 juin 2013 au Centre de Conférences White Sands à l'extérieur de Dar es Salaam, Tanzanie.

Les études au niveau des pays des dépenses publiques dans le secteur agricole ont été entreprises avec le soutien du programme de Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA) de la FAO ou du programme de Renforcement des systèmes nationaux des dépenses publiques agricoles en Afrique sub-saharienne (AgPE) de la Banque mondiale, ces deux programmes figurant parmi les instruments de soutien fournis par le NEPAD aux pays participant au PDDAA.

En tout, dix-sept pays ont participé à l'atelier. Nombre d'entre eux avaient récemment achevé une analyse des dépenses publiques dans leurs secteurs agricoles dont les rapports étaient mis à disposition du public ; d'autres pays étaient en train d'achever cette analyse tandis qu'une poignée en était aux stades initiaux de préparation du cadre de référence et de mobilisation des équipes de consultants. Cet atelier s'est appuyé sur les ateliers antérieurs parrainés soit par la FAO soit par la BM qui se sont concentré sur les méthodes et processus pour les pays qui commençaient tout juste l'analyse des dépenses publiques avec l'appui des programmes.

L'atelier de deux jours s'est ouvert par un aperçu des objectifs suivi par un examen des méthodes et processus déployés dans la mise en œuvre des programmes SPAAA et AgPE. Ensuite a été présentée une synthèse des résultats des différentes études des pays en mettant à contribution celles qui avaient été achevées au moment de l'atelier. Des représentants du Togo, du Ghana et du Burkina Faso ont ensuite présenté leurs expériences nationales ainsi que les résultats des études des dépenses publiques entreprises dans le cadre de ces deux programmes. Après une discussion animée sur les problèmes soulevés par les participants à l'atelier, la session finale de la première journée s'est tournée vers deux types d'analyses plus spécialisées des dépenses publiques – l'évaluation de l'impact et la planification des dépenses à moyen terme (MTEF) – la première étant illustrée par les résultats préliminaires d'une étude de cas sur le programme de bons d'achats d'intrants (NAIVS) de la Tanzanie.

La deuxième journée a mobilisé trois tables rondes pour se concentrer sur trois aspects de la réalisation de l'analyse des dépenses publiques – processus, résultats analytiques (conclusions et implications) et obtention d'impact avec les résultats de l'étude. Il a été demandé à chaque groupe de discussion de traiter un certain nombre de questions préparées et de répondre ensuite aux questions des autres participants. Après la pause déjeuner, des sous-groupes ont offert l'occasion aux participants de l'atelier d'avoir des discussions en plus petits groupes sur chacun de ces trois mêmes sujets et les discussions de groupe ont été présentées en plénière. L'atelier avait prévu ensuite une session au cours de laquelle chaque délégation nationale avait le temps de discuter des implications de l'atelier pour leurs contextes nationaux spécifiques et de commencer à préparer le rapport de synthèse qu'ils devaient faire à leur retour dans leur pays. L'atelier s'est ensuite conclu par un récapitulatif de la FAO et de la Banque mondiale avant d'être clôturé par le NEPAD.

Objectifs

L'objectif de l'atelier était de permettre aux participants d'apprendre les uns des autres en partageant leurs expériences nationales dans la conduite des analyses des dépenses publiques dans le secteur agricole au cours des dernières années. Il a été conçu pour se concentrer à la fois sur les expériences en matière de réalisation d'analyse des dépenses publiques ainsi que sur les résultats analytiques substantiels et les recommandations qui s'en dégagent.

L'atelier devait également commencer à fédérer les implications et les idées tirées des expériences dans la conduite de ces études, permettre d'informer la conception des prochaines phases possibles d'appui aux pays pour renforcer l'analyse des dépenses publiques dans le secteur agricole en tant qu'apport pour une planification et une mise en œuvre plus efficaces de ces dépenses.

Participation

L'atelier ciblait les techniciens des pays qui ont participé à l'un au moins des deux programmes d'analyse, le SPAAA de la FAO et l'AgPE de la Banque mondiale. L'Agence du NEPAD a invité les gouvernements à nommer jusqu'à trois personnes à prendre part à l'atelier, de préférence des membres de l'équipe technique ou du comité de coordination que les Ministères de l'agriculture ont installé pour faciliter le récent travail de collaboration sur les dépenses publiques dans le secteur agricole. Parmi les participants figuraient également des représentants d'autres ministères qui ont joué un rôle central dans la direction des analyses des dépenses publiques, comme les Ministères des finances et de la planification. En tout, dix-sept pays étaient représentés à l'atelier. Outre les participants gouvernementaux nommés par leurs ministres, figuraient parmi les participants des experts consultants qui avaient entrepris les études par pays et des représentants d'organisations comme les Commissions économiques régionales, la FAO, la Banque mondiale, l'IFPRI, le Système régional d'analyse stratégique et d'appui à la connaissance (ReSAKSS). La liste des participants figure en annexe.

Programme

Analyse des dépenses publiques dans le secteur agricole Atelier de partage des expériences nationales

	Heure	Session	Présentation/Modérateur
	Mercredi 19h00 – 20h00 Enregistrement et inscription préalables		
	Judi 13 juin 2013		
	8h00-8h30	Inscription	
1.	8:30-9h15	Bienvenue, aperçu, objectifs	NEPAD, SPAAA, BM
2.	9h15-10h15	Méthodes et Processus	SPAAA et BM
	10h15-10h30	Pause	
3.	10h30-11h30	Résultats préliminaires: synthèse transnationale	SPAAA et BM
4.	11h30-12h45	Discussion	SPAAA
	12h45-14h00	Déjeuner	
5.	14h00-15h15	Présentation des pays: Togo, Ghana, Burkina Faso	Équipes nationales – Togo, Ghana, Burkina Faso
	15h15-15h30	Pause	
6.	15h30-16h30	Discussion sur la présentation des pays	BM
7.	16h30-17h30	Analyses spécialisées – MTEF, Évaluation de l'impact	BM, consultants
	19h00p	Cocktail	
	Vendredi 14 juin 2013		
8.	8h30-9h30	Processus – collecte des données; participation; calendrier; coûts...	Modérateur: BM Groupe de discussion: rep. des pays, consultants
9.	9h30-10h30	Résultats analytiques – Conclusions, implications	Modérateur: SPAAA Groupe de discussion: rep. des pays, consultants
	10h30-11h00	Pause	
10.	11h00-12h00	Obtenir de l'impact	Modérateur: NEPAD Groupe de discussion: rep. des pays, consultants
	12h00-13h30	Déjeuner	
11.	13h30-14h45	Expériences et implications: session 1 en sous-groupes (2 groupes par sujet) <ul style="list-style-type: none"> • Processus • Résultats analytiques • Obtenir de l'impact 	Intro: SPAAA/BM Facilitateurs dans chaque groupe
12.	14h45-15h30	Session 2 en sous-groupes par équipes nationales: chaque équipe nationale tire les leçons et prévoit les prochaines étapes	
	15h30-16h00	Pause	
13.	16h00-17h30	Plénière: rapport des groupes	BM/SPAAA
14.	17h30-18h00	Récapitulatif	BM/SPAAA
15.	18h00-18h30	Clôture	NEPAD
	Samedi 15 juin Départ		

Session 1. Allocation de bienvenue

La direction de l'Agence du NEPAD apprécie les efforts réalisés par les pays et les CER pour la promotion de l'agenda du PDDAA ; les progrès réalisés au cours des dix dernières années sont évidemment le résultat d'une action et d'une responsabilité collectives. Le NEPAD s'engage à négocier de façon continue l'appui technique et financier pour favoriser les efforts axés sur l'agriculture dans les pays et les CER – en particulier à la lumière de la nouvelle orientation sur la transformation du secteur agricole et en ligne avec « Maintenir l'élan du PDDAA ».

Nous maintenons avec force que les objectifs d'allocation de 10% du budget et d'un taux de croissance de 6% pour l'agriculture sont importants mais : a) nous avons besoin de nous assurer que les dépenses publiques entraînent la croissance et le développement désirés, et déclenchent les investissements du secteur privé ; et b) faire le lien entre impacts/résultats et optimisation des ressources. À cet égard, le NEPAD attache beaucoup d'importance au renforcement de la base factuelle et, en conséquence, encourage l'application d'instruments tels que les études sur les dépenses publiques dans le secteur agricole et les revues sectorielles conjointes.

L'Agence du NEPAD exprime ses remerciements aux divers partenaires qui ont participé au renforcement de la base factuelle, en particulier dans l'environnement des dépenses publiques dans le secteur agricole. Notre gratitude va à la Banque mondiale (avec une mention spéciale à Stephen Mink pour ses efforts et sa volonté personnels) pour avoir institué un partenariat avec la NEPAD pour le programme AgPE pour les pays sub-sahariens. Notre reconnaissance va également à la Fondation Gates pour avoir fourni les ressources financières qui ont servi à entreprendre les études AgPE dans 19 pays et à l'appui fourni par la FAO aux 10 pays sub-sahariens pour entreprendre les études sur les dépenses publiques en faveur de l'agriculture pour le projet de Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA).

L'Agence du NEPAD continuera à s'acquitter de son mandat en réalisant le programme du PDDAA – y compris, entre autres, en traduisant les politiques et décisions politiques en directives et cadres techniques, en mobilisant les soutiens et partenariats techniques et financiers et en facilitant la production et le partage d'informations/connaissances. Cette activité d'apprentissage transnationale sur l'étude des dépenses publiques en faveur de l'agriculture est l'un de ces événements au cours desquels sont stimulés le partage d'informations et l'apprentissage mutuel entre pays. Je vous encourage donc à apprendre les uns des autres et vous laisse vous inspirer de ce proverbe d'Afrique de l'Ouest: « la main gauche lave la main droite et la main droite lave la main gauche ».

Atelier AgPER

Dar es Salaam, 13-14 Juin 2013

Séance sur le processus et les
méthodes

1

PROCESSUS (1)

- Types d'études soutenues par le Programme
 - Études de diagnostic de base
 - Études spécialisées
 - Évaluation de l'impact des éléments de dépenses
 - Enquêtes de suivi des dépenses publiques (ESDP)
 - Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT)
- Études réellement menées– essentiellement les études de diagnostic de base

2

PROCESSUS (2)

- Trois vagues de pays ont rejoint le programme:
 - 2011: *Togo, Sénégal, Malawi, Éthiopie, Mozambique, RCA*
 - 2012: *Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire, Guinée, Sierra Leone, Guinée, Afrique du Sud, Nigeria, Togo (Phase 2)*
 - 2013: Botswana, Tchad, RDC et Lesotho
- Équipes: consultants, équipes techniques, comités de coordination
- Calendrier: 6 mois (prévu) -> 10 mois (souvent)
- Coût budgétaire: près de 100 000 US\$ par étude

3

PROCESSUS (3)

- Étapes:
 - Préparation, clarification des questions clés, de la portée
 - Méthode d'analyse: Choix puis création d'une base de données et analyse
 - Recommandations dans les différents domaines
 - Retour aux points d'entrée pour l'utilisation des résultats

4

MÉTHODES (1)

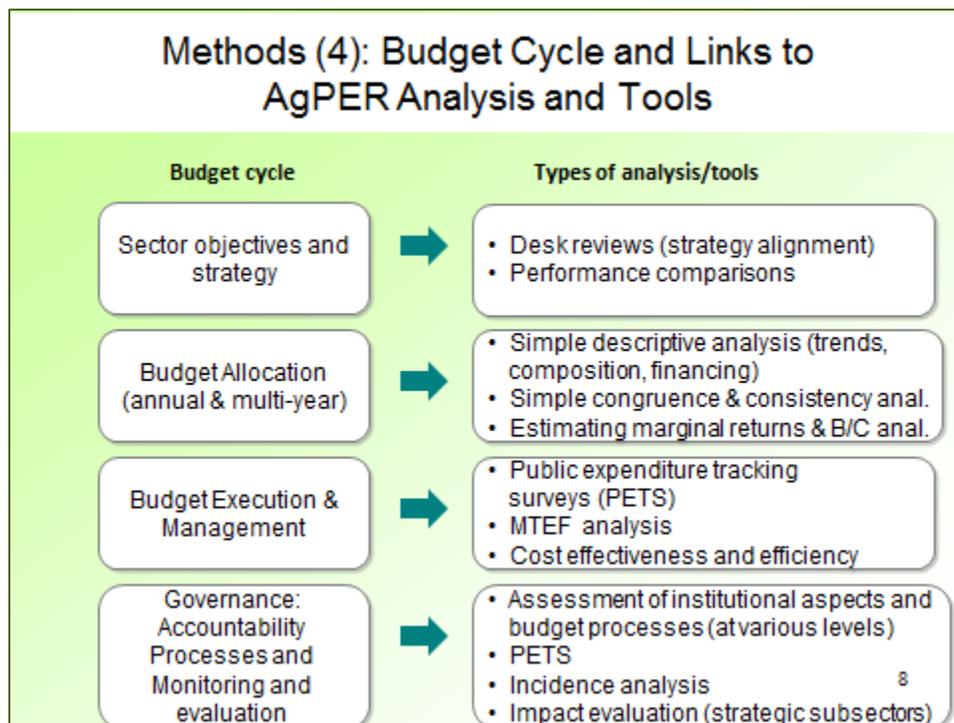
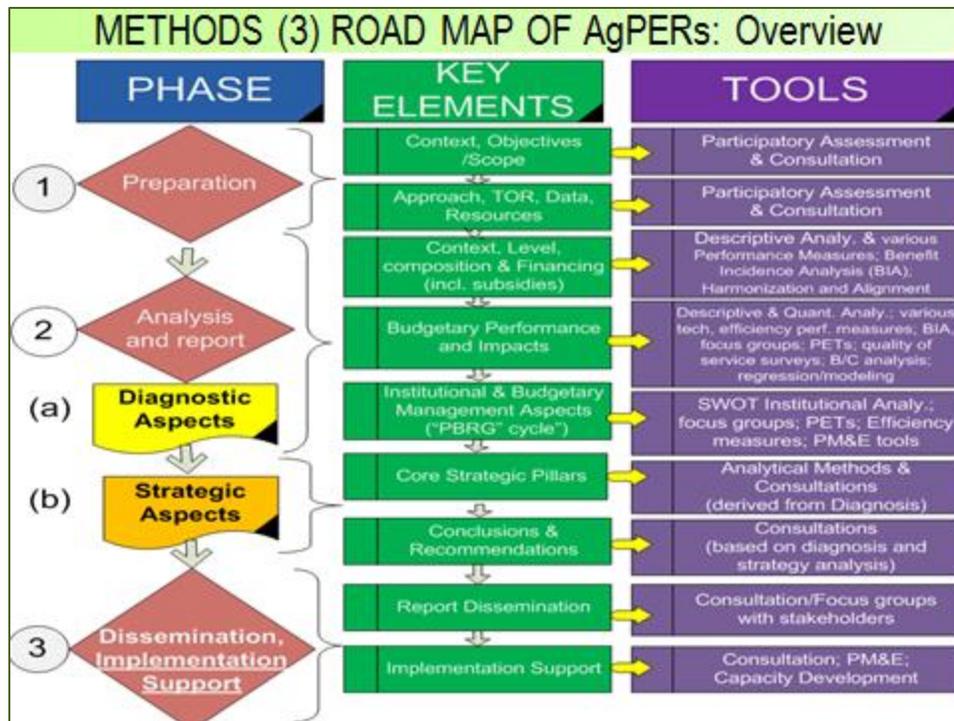
- On se concentre aujourd'hui essentiellement sur les études de diagnostic de base
- Méthodologie décrite en détail dans les ateliers de formation précédents: Accra (2011), Abidjan (2012); documents sur le site Web du programme

3

MÉTHODES (2)

- Portée définie par les Directives en matière de suivi des dépenses agricoles du PDDAA:
 - Classification COFOG (Classification des Fonctions des Administrations Publiques) concernant l'agriculture: couvre les cultures, le bétail, les forêts de production, la pêche.
 - La portée couvre en général plusieurs ministères, changer de ministères au cours de la période;
 - Organismes: organismes de sécurité alimentaire, personnes chargées de la mise en application des subventions d'intrants, instituts de recherche, ...
 - Entreprises d'État (sorties nettes avec le budget public)
 - Dépenses des gouvernements centraux et locaux
 - Infrastructure rurale: irrigation oui; routes rurales non (->COFOG plus)
 - Dépenses hors budget en matière de biens publics (il s'agit essentiellement du financement par les donateurs, recueil de données)
 - Elle permet une comparaison avec les 10% des budgets nationaux prévus dans la Déclaration de Maputo.

6



MÉTHODES (5) – Efficience allocative

- Efficience allocative : Degré d'alignement de l'allocation budgétaire sur la stratégie de développement nationale & sectorielle.
 - Permet-elle de palier aux contraintes?
 - Comment a-t-elle changé par rapport aux années précédentes?
 - Facteurs salariaux et non salariaux?
 - Dépenses courantes et en capital?

L'ARGENT EST-IL ALLOUÉ AUX BONS POSTES?

9

MÉTHODES (6) – Efficacité technique

- Efficacité technique: Quelle est l'efficacité de l'atteinte des résultats stratégiques?
 - Exécution budgétaire (prévue vs. réelle)?
 - Coûts unitaires?
 - Fuites?
 - Dans les études de diagnostic de base, se concentrer sur des thèmes précis— par ex. subventions d'intrants, irrigation, biens privés/publics.
 - Évaluée en utilisant différents outils: enquêtes de suivi des dépenses publiques, rentabilité, analyse d'incidence, évaluation de l'impact.

LA MISE EN OEUVRE EST-ELLE EFFICACE?

10

Summary: Process and Methods

Budget Cycle	Public Spending Analysis Scope/ Questions	Data Requirements	Types of Analysis	Areas of Recommendations	Potential Entry points
Sector Objectives & Strategy	Intended focus of public spending <i>Questions:</i> What are the government national and sector objectives and strategies? Is the policy environment conducive to investment returns?	Government targets (e.g.) Agricultural growth, food security, poverty reduction Strategy components Policies (e.g.) Net taxation	Desk review Performance comparisons	Strategy alignment Potential gains from policy improvements vs. public spending	Sector reviews Strategy updates
	Allocative efficiency of public spending <i>Scope:</i> The broader the coverage the greater the scope for analysis of allocative efficiency <i>Questions:</i> How can allocative efficiency of public spending be improved? (Is money being allocated to the right things?) What aspects of the budget process have led to current levels of efficiency?	Budget allocations: Levels Functional composition Development vs. recurrent Capital vs. current Wage vs. non-wage Public vs. private National vs. sub-national Across provinces/districts	Simple inductive analysis Simple congruence analysis Estimating marginal returns	Changes to spending allocations across spending categories	Ministry/local government budget guidelines Formulas used in allocation decisions Sector review linkages
Budget Execution	Technical efficiency of public spending <i>Scope:</i> The deeper the coverage the greater the scope for analysis of technical efficiency <i>Questions:</i> How can technical efficiency of public spending be improved? (Is implementation effective?) What aspects of the budget process have led to current levels of efficiency?	Budget execution: Budgeted vs. allocated vs. actual Timing of releases Indicators on: Quality of services	Public expenditure tracking Cost effectiveness	Budget releases Technical design Procurement and fiduciary capacity	Ministry of Finance budget management Reviews of sub-programs Ministry of Agriculture/Local Government guidelines for project appraisal Training and HR plans
	Accountability of public spending <i>Question:</i> What indicators are used to measure performance? Who is accountable for public spending outcomes, and to whom are they accountable?	Coverage of services Impact of services Formal channels of accountability to stakeholders	Incidence analysis Impact evaluation	Program targeting Implementation Accountability mechanisms	Ministry/local government budget guidelines Ministry M&E system

11

Site Web du programme:
www.worldbank.org/afr/agperprogram



Merci !

12



Monitoring African Food and Agricultural Policies



Suivi des Politiques Agricoles et Alimentaires en Afrique (SPAAA)

Analyse des dépenses publiques
Méthode et processus

Christian Derlagen, Policy Analyst
Dar es Salaam, 13 June 2013



with financial support of
BILL & MELINDA
GATES foundation

Monitoring African Food and Agricultural Policies

Qu'est ce que SPAAA ?

- un système pour le suivi de l'effet des politiques agricoles sur les producteurs
- de l'analyse et information pour des décisions politiques et d'investissement basées sur la connaissance
- un outil quantitatif pour évaluer le progrès réalisés vers les objectifs nationaux et du PDDAA
- construit et mis en oeuvre par la FAO et les partenaires pays – gouvernements & recherche



Le système de suivi SPAAA

Analyse les incitations et pénalisations par les prix dans les principales filières agricoles

Analyse les dépenses publiques en soutien du secteur agricole et alimentaire

Evalue la cohérence des politiques :
dépenses publiques et soutien par les prix
effets des politiques et objectifs politiques



Où nous travaillons

Rapports dépenses publiques disponibles

Burkina Faso
Kenya
Mali
Tanzania
Uganda

Travail DP en cours

Ghana

Travail DP à venir

Ethiopia
Malawi
Mozambique
Nigeria



<http://www.fao.org/mafap>



Méthodologie – Caractéristiques principales

Basée sur la méthodologie OCDE :

1. Dépenses spécifiques à l'agriculture
(paiements et soutien général au secteur)
2. Dépenses en soutien à l'agriculture
(développement rural)

Se concentre sur les caractéristiques économiques des dépenses publiques, niveau désagrégé

Couvre une période de 5 ans, mis à jour tous les ans



Grandes catégories	Catégories	Sous-catégories	Composants
Dépenses spécifiques à l'agriculture et l'alimentation	Dépenses de soutien direct à l'agriculture et l'alimentation	Paiements aux consommateurs	Cash
		Paiements aux producteurs	Aide alimentaire
		Paiements aux autres agents	Intrants
	Dépenses de soutien indirect à l'agriculture et l'alimentation	Recherche	Services à la ferme...
		Infrastructures	
		Assistance technique/vulgarisation	
Dépenses en soutien à l'agriculture et l'alimentation (soutien au développement rural)	Idem	Formation	
		Éducation rurale	
		Santé rurale	
		Infrastructures rurales	



Méthodologie (..suite)

Approche large : dépenses de développement rural, taxes non-perçues, coûts administratifs vs. transferts politiques, part de l'aide

Comparable entre les pays; compatible avec COFOG

Dépenses par produits pour évaluer le soutien aux produits

Combinaison avec l'analyse de prix qui fournit une analyse exhaustive du soutien au secteur agricole



Approche au niveau des pays

Collaboration structurelle avec les équipes nationales pour développer un système de suivi des politiques durable

Ministère de l'Agriculture

Instituts de recherche

Ministère des Finances

Responsables de la collecte des données, analyse et utilisation à travers le dialogue politique



Monitoring African Food and Agricultural Policies

Pour plus d'informations : www.fao.org/mafap

The screenshot shows the homepage of the Monitoring African Food and Agricultural Policies (MAFAP) website. The header features the FAO logo and the text 'Food and Agriculture Organization of the United Nations' on the left, and the MAFAP logo with the tagline 'Monitoring African Food and Agricultural Policies' on the right. Below the header is a navigation menu with links for 'Home', 'About MAFAP', 'MAFAP Partner countries', 'MAFAP Products', 'Publications Archive', 'News', and 'Contact MAFAP'. The main content area includes a large image of a person carrying a basket of corn, with the text 'Building a unique system for monitoring national food and agriculture policies'. To the right, there are sections for 'Featured' (Country reports and Technical notes), 'MAFAP Quick Links' (Food and agriculture Policy Database, MAFAP & FAO, Country/CTE Map), and 'Latest Publications' (with a small image of a globe). The footer contains the MAFAP logo and the text 'MAFAP SPAAA'.

Session 3. Résultats préliminaires de synthèse

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES SYSTEMES NATIONAUX DE DEPENSES
PUBLIQUES AGRICOLES EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

SYNTHESE DES RAPPORTS AGPER PREPARES DANS LE CADRE DU PROJET NEPAD/GATES/BANQUE MONDIALE

Sergiy Zorya and Joël Hourticq, Banque mondiale
Atelier Inter-pays de Partage des Expériences
Dar es Salaam
13-14 Juin, 2013

2

Plan

1. Contexte
2. Niveaux de Dépenses
3. Efficience Allocative
4. Efficience Technique
5. Relation entre Dépenses et Résultats Observés dans le Secteur
6. Défis

1. Contexte

- Consolidation des rapports AgPER pays
- Cette présentation couvre 6 AgPERs: Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire, Liberia, Sénégal et Togo
- Les résultats de l'étude Malawi ne sont pas encore disponibles
- 1ere Partie: Niveaux de dépenses et efficience allocative
- 2eme Partie: Efficience technique et capitalisation des résultats

2. Niveaux de Dépenses

- Budgets agricoles totaux et tendances
- % de la dépense nationale totale, du PIB et du PIBA
- % de dépenses sur ressources extérieures
- % de dépenses hors budget

Définition COFOG

1. Cultures
2. Elevage
3. Pêche-aquaculture
4. Forêt
5. Gestion des ressources naturelles en liaison avec l'agriculture

... COFOG élargi

1. Eau et assainissement
2. Pistes rurales
3. Infrastructures sociales

Budgets Agricoles Totaux [millions de US\$]

Pays	2005	2009	2011	Variation %
Burkina Faso	125	250	274	119%
Côte d'Ivoire	72	133	-	85%
Ghana*	125	251	333	167%
Liberia	1	45	56	1580%
Sénégal*	190	360	-	89%
Togo	15	37	66	352%

* Dépenses hors budget non incluses.

Dépenses Agricoles par Tête de Population Rurale [US\$]

Pays	2005	2009	2011
Burkina Faso	11.2	20.8	22.0
Côte d'Ivoire	12.3	19.1	-
Ghana*	13.0	25.8	33.9
Liberia	0.7	4.7	10.0
Sénégal*	29.8	51.1	-
Togo	4.5	11.0	19.3

* Dépenses hors budget non incluses.

Part des Dépenses Agricoles dans les Dépenses Nationales Totales, %

Pays	2005	2009	2011
Burkina Faso	9.2	10.9	9.5
Côte d'Ivoire	2.8	3.3	-
Ghana*	8.4	10.3	11.2
Liberia	-	7.2	6.7
Sénégal*	9.8	10.9	-
Togo	5.0	5.1	5.7

* Dépenses hors budget non incluses.

Dépenses Agricoles Exprimées en Pourcentage du PIBA, %

Pays	2005	2009	2011
Burkina Faso	6.5	9.2	8.4
Côte d'Ivoire	1.9	2.3	-
Ghana*	3.1	5.0	3.6
Liberia	-	6.8	6.8
Sénégal*	13.0	20.4	-
Togo	1.8	3.6	5.6

* Dépenses hors budget non incluses.

Dépenses Agricoles Exprimées en Pourcentage du PIB, %

Pays	2005	2009	2011	Recettes budgétaires, en % du PIB, 2011 (dons exclus)
Burkina Faso	2.3	3.0	2.5	17
Côte d'Ivoire	0.4	0.6	-	-
Ghana*	1.2	1.8	0.9	17
Liberia	-	3.9	3.6	-
Sénégal*	2.2	2.8	-	-
Togo	-	1.2	1.9	17

* Dépenses hors budget non incluses.

Financements Nationaux et Extérieurs

Part des Financements Nationaux, %

Pays	2005	2009	2011
Burkina Faso	24	37	48
Côte d'Ivoire		62	
Ghana*	73	61	63
Liberia	-	21	38
Sénégal*	45	41	-
Togo		64	

* Dépenses hors budget non incluses.

Dépenses Hors Budget

Montant des Dépenses Hors Budget, millions de US\$

Pays	2005	2009	2011
Burkina Faso	23	49	55
Côte d'Ivoire	14	54	-
Ghana	n.a.	n.a.	n.a.
Liberia	-	28	47
Sénégal	n.a.	n.a.	n.a.
Togo	5	9	4

Part des Dépenses Hors Budget dans les Dépenses Agricoles Totales, %

Pays	2005	2009	2011
Burkina Faso	18	20	20
Côte d'Ivoire	19	40	-
Ghana	n.a.	n.a.	n.a.
Liberia	-	62	72
Sénégal	n.a.	n.a.	n.a.
Togo	32	23	6

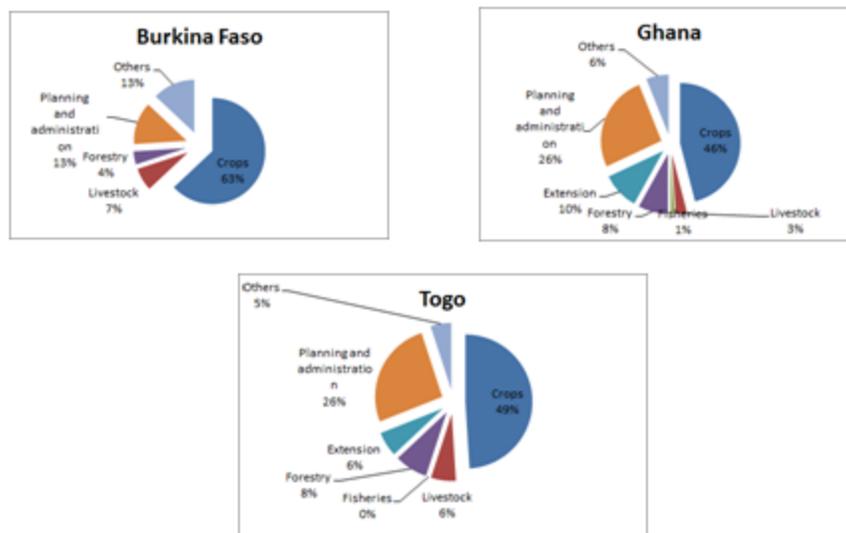
3. Efficience Allocative

- Alignement avec les priorités stratégiques
- Composition Sectorielle
- Dépenses au Niveau Central et Dépenses Décentralisées
- Composition Economique
- Biens Publics et Biens Privés

Alignement avec les Priorités Stratégiques

- Tous les rapports analysent l'alignement de la dépense avec les priorités stratégiques
- Certaines études comparent la part de chaque sous-secteur dans les dépenses avec sa contribution au PIBA:
 - Burkina Faso: le sous-secteur de l'élevage est clairement sous-financé en comparaison avec son importance économique dans les zones rurales
 - Togo: à partir de 2010 l'alignement s'est amélioré mais les cultures de rente reçoivent une part substantielle des dépenses alors que l'élevage et la recherche agricole sont sous-financés
- Mais une analyse plus poussée fait souvent défaut:
 - Le rôle de l'Etat n'est pas clairement défini
 - Peu de discussion sur les conséquences d'une distribution différente
 - Les priorités ne sont pas clairement définies

Composition Sectorielle



Souvent, ce que la dépense finance n'est pas clairement explicité; Exemples à suivre du projet MAFAP:

Année 2010	Burkina Faso (milliards de FCFA)	Tanzanie (milliards de TSH)
Palements aux producteurs	25,296	133.7
Subventions aux Intrants	24,404	116.3
Palements aux consommateurs (aide alimentaire, transferts cash)	4,097	0.0
Palements aux fournisseurs d'intrants	571	0.0
Palements aux transformateurs, Intermédiaires et transporteurs	52,183	3.0
Soutien général au secteur	10,156	277.7
Recherche agricole	3,936	49.1
Formation et vulgarisation	27,000	184.2
Contrôles	14,698	3.1
Infrastructures	1,593	3.5
Stockage public	63,073	0.9
TOTAL BUDGET AGRICOLE	76,584	414.4

Source: MAFAP.

Dépenses Centralisées et Décentralisées

	Burkina Faso	Ghana	Liberia	Togo
Siège		51%	100%	70%
Départements Techniques		21%		28%
Total Niveau Central	92%	72%	100%	98%
Bureaux Régionaux & Locaux	8%	27%	0%	2%

Composition Economique [1]

Part des Dépenses Récurrentes dans les Dépenses Totales, %

Pays	2005	2009	2011
Burkina Faso		20-25	
Côte d'Ivoire		66	
Ghana	58	60	40
Liberia	68	83	79
Sénégal	39	39	-
Togo		73	

Composition Economique [2]

Part des Salaires dans les Dépenses Totales, %

Pays	2005	2009	2011
Burkina Faso		10-15	
Côte d'Ivoire		36	
Ghana	27	22	27
Liberia	35	48	27
Sénégal	7	6	-
Togo	29	17	9

Biens Publics et Biens Privés [1]

Subventions aux Engrais(/Intrants)

Pays	Année	% subvention par rapport au prix de marché	Part des subventions dans le budget agricole, %
Burkina Faso	2008-11	40	5
Ghana	2008-10	?	33
Liberia	2008-10	100	7
Malawi	2008-11	95	~ 60
Sénégal	2005-09	?	23
Togo	2005-10	35-40	28

Biens Publics et Biens Privés [2]

Dépenses Publiques en Matière de Recherche Agricole Exprimées en Pourcentage du PIBA, %

Pays	IFPRI 2008 ou 2009	Etudes AG PER, 2011 ou 2012
Burkina Faso	0.36	0.33 (2004-2011)
Côte d'Ivoire	0.54	
Ghana	0.60	
Liberia	n.a.	
Malawi	0.71	
Sénégal	0.87	
Togo	0.37	0.21 (2005-2010)

Source: IFPRI, 2013.

4. Efficience Technique

- Taux d'exécution: problèmes liés à la préparation et à l'exécution des budgets
- Suivi et Evaluation

Taux d'Exécution: Problèmes Liés à la Préparation et à l'Exécution des Budgets

Tendances générales:

1. Performance du secteur agricole globalement non satisfaisante

		< Performance budget national	< Performance forêt
Burkina Faso MAH 2004-2011:	66%	97%	
Côte d'Ivoire 1999-2010:	62%		
Ghana MOFA 2001-2011:	72%		
Liberia MoA 2007-2010:	76%		95%
Sénégal ressources nationales 2005-2010:	90%		
Togo MAEP 2002-2010:	56%	77%	90%

Taux d'Exécution: Problèmes Liés à la Préparation et à l'Exécution des Budgets

2. Salaires > Dépenses récurrentes hors salaires > Développement/capital sur ressources nationales > Développement/capital sur ressources extérieures

Burkina Faso MAH 2004-2011:	90% - 72% - 84% - 59%
Côte d'Ivoire 1999-2010:	90% - 62% - 35% - 23%
Sénégal ressources nationales 2005-2010:	100% - 94% - 89% - ?
Togo MAEP 2002-2010:	104% - 71% - 69% - 23%

Taux d'Exécution: Problèmes Liés à la Préparation et à l'Exécution des Budgets

3. Performance au niveau central > Performance des services décentralisés

Ghana 2001-2011: MOFA HQs 130% - Tech. Dir. 68% - RADUs/DADUs 33%

Taux d'Exécution: Problèmes Liés à la Préparation et à l'Exécution des Budgets

Exemple d'amélioration significative des taux d'exécution: Burkina Faso

		2004-2005	2006-2008	2009-2011
MAH	Dépenses récurrentes	74%	92%	92%
	Investissements fonds GBF	76%	66%	95%
	Investissements fonds bailleurs	61%	68%	49%
MRA	Dépenses récurrentes	67%	88%	99%
	Investissements fonds GBF	25%	52%	93%
	Investissements fonds bailleurs	67%	38%	52%

Observé également en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Suivi et Evaluation

- S&E généralement négligé, souvent complètement absent, à tous les niveaux (services centraux et projets)
- Gestion de l'information (archivage and diffusion) largement négligée.

5. Relation entre Dépenses et Résultats Observés dans le Secteur

A première vue, il semble qu'il y ait une corrélation entre dépenses agricoles et croissance du secteur...

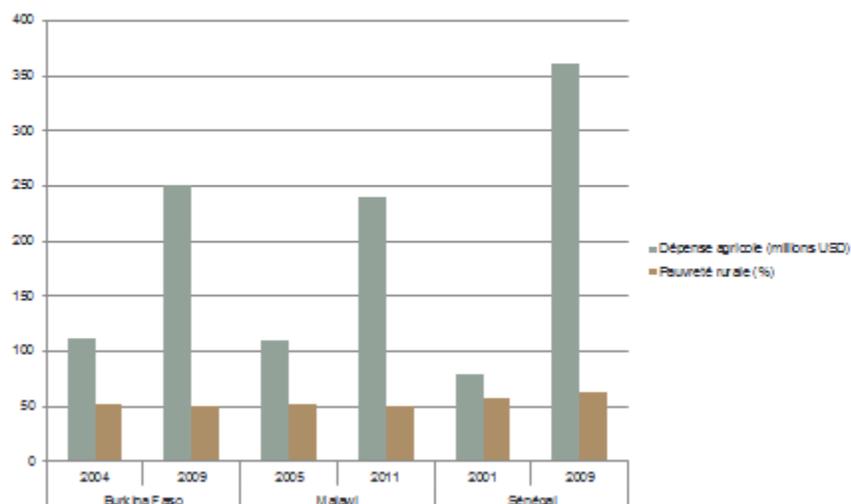
Pays	Dépenses Agricoles / Dépenses Nationales, 2009, %	Dépenses Agricoles par Tête, 2009, \$	Dépenses Agricoles en Pourcentage du PIBA, 2009, %	Croissance de la Production 2001-2009, %
Burkina Faso	10.9	20.8	9.2	3.22
Côte d'Ivoire	3.3	19.1	2.3	1.40
Ghana	10.3	25.8	5.0	4.17
Liberia	7.2	4.7	6.8	1.05
Sénégal	10.9	51.1	20.4	3.62
Togo	5.1	11.0	3.6	1.39

... cependant l'accroissement de la production trouve souvent son explication dans l'accroissement des surfaces cultivées (dû à la pression démographique) plutôt que dans l'accroissement des rendements...

BURKINA-FASO	Rend. moy. 2005-2007, t/ha	Rend. moy. 2008-2011, t/ha
Mil	0,90	0,78
Mais	1,63	1,54
Riz	2,02	2,09
Sésame	0,46	0,65
Arachide	0,70	0,79
Soja	1,21	1,58
Niébé	0,63	0,73
Sorgho	1,06	0,95

SENEGAL	Rend. moy. 2000-2004, t/ha	Rend. moy. 2005-2009, t/ha
Mil	0,66	0,67
Mais	1,81	1,74
Riz	2,58	3,23
Arachide	0,84	0,84
Manioc	5,63	7,54
Sorgho	0,79	0,88

... et la croissance agricole est insuffisante pour avoir un impact significatif sur la pauvreté rurale.



Conclusion:

Le niveau des dépenses est important mais pas suffisant.

La qualité de la dépense est cruciale.

S'ils n'améliorent pas la qualité de leurs dépenses publiques en agriculture, les pays ne pourront pas atteindre les objectifs très ambitieux qu'ils se sont fixés en matière de croissance agricole:

- Burkina Faso: SCADD: 9.5%
- Ghana: FASDEP II: 6-8%
- Sénégal: PI/PNIA: 7%
- CAADP: 6%

Facteurs limitant la qualité de la dépense (1):

- Vision stratégique insuffisante et très faible niveau d'appropriation et de responsabilisation au niveau national;
- Multiplication des institutions et initiatives (ministères, UGPs, initiatives présidentielles, etc.);
- Grande fragmentation de l'aide → hauts coûts de transaction et utilisation inefficace de ressources gouvernementales déjà limitées;
- Permanence d'une composante hors budget importante;
- Effectifs / qualification / motivation / stabilité du personnel insuffisants;
- Activités imposées par le niveau plus haut: initiatives et appropriation limitées au niveau du terrain, ceci étant exacerbé par une gestion très centralisée;
- Faible implication du secteur privé et des autres opérateurs non gouvernementaux (associations de producteurs, communautés locales, etc.), limitant la durabilité et la répliquabilité des interventions;

Facteurs limitant la qualité de la dépense (2):

- Faible taux de couverture des interventions publiques;
- Trop de dépenses sur des biens privés et pas assez sur les biens publics (recherche agricole et vulgarisation, pistes rurales, crédit agricole, etc.);
- Dans les programmes d'approvisionnement subventionné en bien privés, définition souvent ambiguë des objectifs et des stratégies de sortie, ciblage inefficace and et S&E insuffisant;
- Faibles dépenses en capital au niveau des bénéficiaires;
- Coûts et mécanismes pour le fonctionnement et l'entretien de tous les types de dépenses en capital (équipement des services publics, infrastructures publiques et investissements transférés aux bénéficiaires) généralement non prévus; problème de la traçabilité des coûts récurrents dans les budgets;
- S&E et gestion de l'information déficients.

6. Défis

Défi ultime: Comment améliorer l'effectivité des dépenses publiques en agriculture?

- Revoir les processus de programmation et exécution budgétaire et améliorer l'efficacité technique, y compris le S&E;
- Accroître la coordination, l'appropriation et la responsabilisation à tous les niveaux à travers l'adoption et la mise en œuvre effective de **l'approche sectorielle et de la gestion axée sur les résultats**;

Notre défi plus immédiat: Comment améliorer l'AgPER pour en faire un outil efficace pour accroître et évaluer l'effectivité des dépenses publiques en agriculture ?

- Mettre à jour la définition COFOG (2005) et harmoniser le contenu des futurs AgPER en collaboration avec le NEPAD:
 - Meilleures analyses sectorielles et fonctionnelles;
 - Meilleures analyses des dépenses biens privés / biens publics;
 - Meilleures analyses des dépenses récurrentes / capital;
 - Meilleure évaluation des dépenses en capital aux différents niveaux (bénéficiaires, services publics);
 - Le développement forestier ne devrait-il pas avoir ses propres PER?
 - Traitement des subventions: achat des engrais par le Gouvernement / systèmes de coupons;
 - Dépenses hors budget à évaluer systématiquement;
 - Les infrastructures rurales ne devraient-elles pas être incluses, étant donné leur importance reconnue en matière de croissance agricole ? Quelles infrastructures ?

Comment améliorer l'AgPER pour en faire un outil efficace pour accroître et évaluer l'effectivité des dépenses publiques en agriculture ? (2)

- Développer et maintenir à jour des bases de données régionales et internationales pour les coûts unitaires des principales interventions de développement agricole;
- Les AgPERs ne devraient-ils pas être accompagnés par des analyses d'impact plus poussées ? Les statistiques en matière de productivité étant grandement influencées par les conditions climatiques dans le cas d'études sur des périodes courtes, quels autres indicateurs facilement mesurables pourraient être utilisés pour mesurer le changement dans le secteur agricole et celui de l'agribusiness et évaluer les perspectives de croissance durable ?
- Qu'est-il advenu des AgPERs qui ont été produits ? Ont-ils été un facteur de changement ? Comment mesurer leur impact ?
- Est-il possible d'institutionnaliser une forme plus légère d'AgPER que les pays pourraient conduire annuellement en même temps que les revues de secteur ?

Session 4. Résumé des discussions

Les participants des pays d'Afrique Centrale et Australe ont fait observer que leurs pays n'étaient pas représentés de façon satisfaisante dans le premier groupe d'études. Il a été expliqué que cela était dû à leur retard dans l'achèvement du processus du PDDAA et qu'ils pourront se rattraper dans la phase suivante qui vise à inclure le Botswana, le Cameroun, le Tchad, le Lesotho et l'Afrique du Sud. Il avait été prévu de réaliser un AgPER en République Centrafricaine mais il a dû être reporté pour des raisons de sécurité.

La difficulté de collecter des données exhaustives dans des pays comme le Nigéria où une part substantielle des dépenses publiques dans le secteur agricole provient des nombreux budgets de l'État (36 États au Nigéria) a été soulignée. Des études existantes (IFPRI au Nigéria), des méthodes innovantes (analyse d'échantillons) et des systèmes de suivi des dépenses sous-nationales déjà utilisés dans les pays asiatiques où prévaut une structure décentralisée des dépenses similaire (Indonésie, Vietnam) devront être utilisés.

La nécessité de fournir un tableau intersectoriel pour comparer les budgets du secteur agricole aux budgets des autres secteurs a été soulignée.

Les faibles taux d'exécution observés par la plupart des études nationales sur les budgets d'équipement (ou de développement ou d'investissement selon les pays) sur financement externe ont été jugés surprenants étant donné les engagements pris il y a des années dans le cadre des accords de Paris et d'Accra sur l'efficacité de l'aide. Ces faibles taux d'exécution sont dus en partie à la saisie inadéquate par les services nationaux de suivi des dépenses à la fois des budgets prévus (souvent surestimés) et des dépenses effectives (souvent sous-estimées) des activités financées par les donateurs. Cependant, même dans le cas où les systèmes nationaux de suivi des dépenses s'amélioreraient à l'avenir (des pays comme le Burkina Faso sont en train d'engager des réformes dans cette direction), les taux d'exécution des activités sur financement externe devraient rester inférieurs à ceux des dépenses financées en interne du fait de la difficulté des autorités nationales à maîtriser les procédures nombreuses et complexes des donateurs, d'une communication insuffisante et de problèmes de formation. Ces résultats, troublants mais constants d'un pays à l'autre, soulignent la nécessité pour les donateurs de recourir davantage aux procédures nationales d'exécution et de présentation des rapports, de passer, dans la mesure du possible, de l'appui au projet à l'appui budgétaire et, pour les pays, d'avoir un recours accru aux ressources générées localement.

Le danger de généralisation de l'utilisation de ratios « aveugles » a été souligné à plusieurs occasions au cours de l'atelier (par exemple, les dépenses de fonctionnement par rapport aux dépenses d'investissement, les biens publics par rapport aux biens privés, la part des dépenses en faveur du sous-secteur comparée à la part dans l'AgPER, etc.). Les participants ont convenu qu'il fallait garder à l'esprit qu'il n'y a pas de ratio optimal entre les pays et les sous-secteurs, que l'optimum peut varier considérablement d'un pays à l'autre et d'un sous-secteur à l'autre, ainsi qu'au sein d'un pays ou d'un sous-secteur en fonction de son niveau de développement (par exemple, une dépense financée par l'État peut passer aux mains du secteur privé à un stade plus avancé, réduisant ainsi à juste titre le niveau de dépenses publiques dans ce sous-secteur). Il faut également garder à l'esprit qu'il n'existe pas un type de dépenses supérieur à un autre (celles d'investissement, par exemple, par rapport à celles de fonctionnement), cela dépend également des situations et des stades de développement. L'utilisation de ratios est cependant encore recommandée car ils sont utiles pour provoquer des questionnements lors-

que des situations exagérément déséquilibrées sont détectées (par exemple, lorsqu'un sous-secteur qui représente une part élevée de l'économie rurale reçoit un appui négligeable).

Le problème du lien entre dépenses et résultats sectoriels a été discuté. Cela a été une partie difficile et sensible du travail de l'AgPER dans la plupart des pays. Des éclaircissements ont été demandés sur les chiffres présentant une stagnation (ou un accroissement) de l'incidence de la pauvreté rurale malgré l'augmentation des dépenses agricoles au Burkina Faso, au Malawi et au Sénégal. Cette observation souligne le besoin urgent d'améliorer la qualité des dépenses agricole afin d'obtenir des taux de croissance agricole suffisamment élevés pour réduire la pauvreté rurale.

Il a été suggéré que les dépenses hors-budget ne soient pas prises en compte au moment de calculer le taux de Maputo car elles ne sont pas toujours en ligne avec les priorités du gouvernement. Cependant, comme ces ressources sont amenées dans les pays par les signataires du PDDAA et sont l'objet d'un accord avec le gouvernement, elles doivent être reconnues comme faisant partie des options gouvernementales pour financer le secteur et, donc, être incluses dans le taux de Maputo. Leur part dans le montant total des dépenses en faveur de l'agriculture, relativement substantielle dans la plupart des pays, doit être soulignée et leur inclusion progressive dans les procédures et la comptabilité publique être recommandée.

Enfin, la nécessité d'améliorer la cohésion entre les diverses études AgPER en cours d'élaboration, la mise à jour des directives NEPAD et la définition de la COFOG a été soulignée. Il a également été suggéré d'harmoniser les approches FAO/SPAAA et Banque mondiale/AgPER.

**REVUE DES DÉPENSES PUBLIQUES
DE BASE DANS LE SECTEUR AGRICOLE
DU TOGO**

Expériences, résultats, Valorisation

**NEPAD-World Bank-FAO
Agriculture Public Expenditure –
Cross-Country Experience-Sharing Workshop**

Dar Es Salam, 13 – 14 juin 2013

Plan de présentation

- 1- Contexte de l'étude**
 - 1.1- Contexte institutionnel
 - 1.2- Contexte organisationnel
 - 1.2- Durée de l'étude
- 2- Objectifs et périmètre de l'étude**
- 3- Collecte des données**
 - 3.1- Difficultés rencontrées
 - 3.2- Approches de solutions
- 4- Conclusions et recommandations de l'étude**
- 5- Valorisation des résultats de l'étude**

1.1- Contexte institutionnel

Une phase de stabilité politique et de renouveau économique depuis 2007 après 15 années de stagnation économique (1990 à 2005) ;

Réforme des finances publiques depuis septembre 2010 suite aux différentes diagnostics réalisées de 2005 à 2009 :

- ❖ **Revue des Dépenses Publiques et de la Responsabilité Financière de l'Etat** (*PEMFAR, BM/BAD/PNUD/Coopération française 2006*) ;
- ❖ **Evaluation des Dépenses Publiques selon la Méthodologie PEFA** (*UE 2009*) ;
- ❖ **Travaux du ReSAKSS** (*ReSAKSS 2009 et ReSAKSS 2010*) ;
- ❖ **Revue des dépenses du Secteur Agricole** (*MAEP 1996*) ;
- ❖ **Etude sur les sources de croissance** (*BM/PNUD 2008*).

1.1- Contexte institutionnel

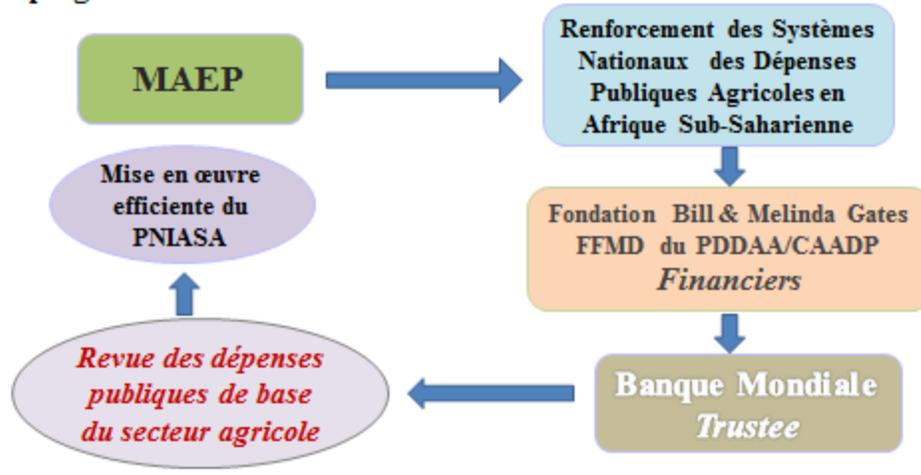
De 1992 à 2011, le Togo a élaboré des documents de nature politique, stratégique ou programmatique de plus en plus cohérents et alignés sur les orientations politiques et stratégiques adoptées aux niveaux national, sous-régional et régional (UEMOA, CEDEAO, CAADP/NEPAD).

- **Première Politique de développement agricole (DPDA 1993-1997)**
- **Seconde Politique de développement agricole (NPA 2007-2011)**
- **Programme National d'Investissement Agricole (PNIASA 2010-2015) : 3 projets en démarrage**
- **Adoption et mise en œuvre des Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP-I et DSRP-C).**

Existence d'un Groupe de Travail Govt du Togo / PTFs : le **GPTF/SA** mis en place dans le cadre de l'application du Cadre partenarial du PNIASA.

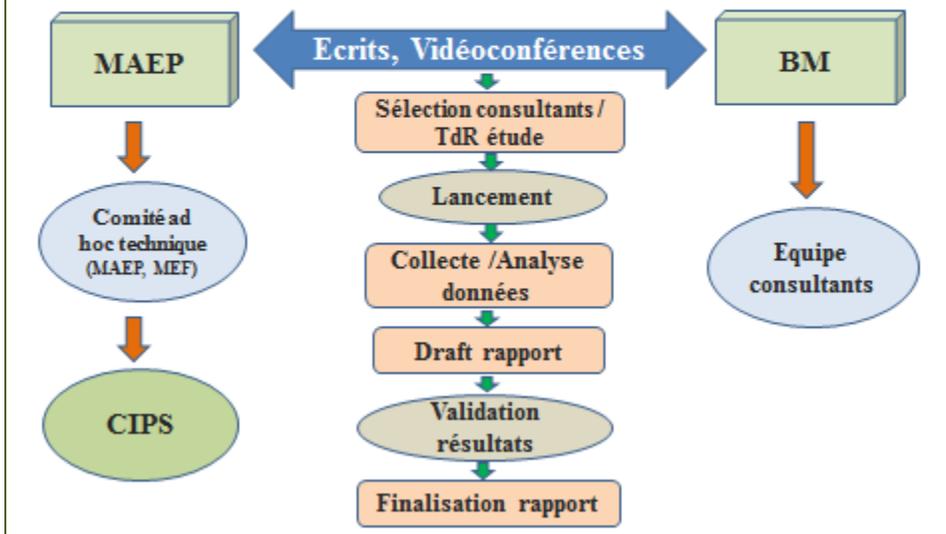
1.1- Contexte institutionnel

Dans ce contexte, GdT a souhaité procéder à une revue des dépenses publiques agricoles, afin de tirer meilleurs parties des enseignements du passé pour accroître la performance des programmes à venir.



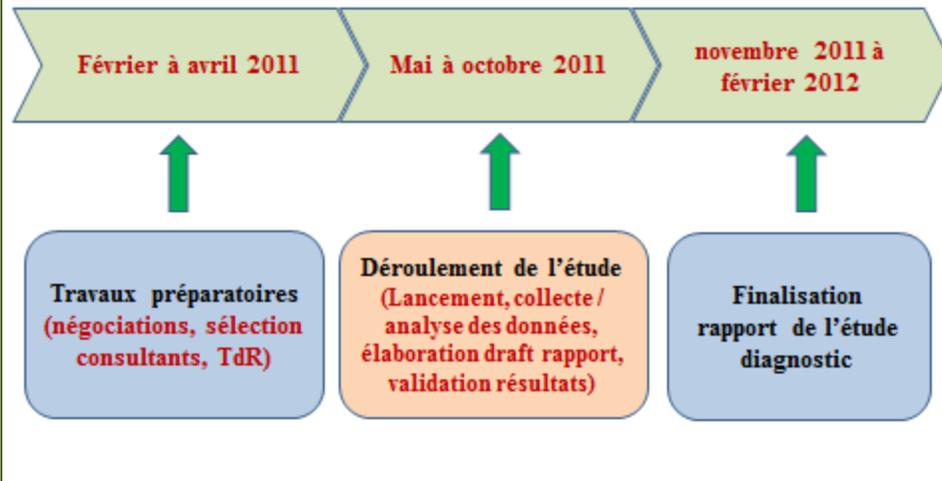
1.2- Contexte organisationnel

Internalisation du processus par la partie nationale, une préoccupation majeure. Ainsi dispositif suivant mis en place pour conduite de l'étude :



1.3- Durée de l'étude

Le processus a duré plusieurs mois :



2.1- Objectifs de l'étude

Objectif général : Aider le Gouvernement à renforcer l'efficacité de la dépense publique dans le secteur agricole

Objectifs spécifiques :

- Mieux appréhender la performance du pays dans le contexte de la Déclaration de Maputo de 2003 ;
- Tirer les enseignements du passé en matière d'exécution budgétaire dans le secteur agricole afin d'accroître la performance des programmes à venir ;
- Augmenter la visibilité du GdT et des PTF sur les capacités d'absorption du secteur afin qu'ils puissent éventuellement décider d'augmenter les ressources financières allouées au développement agricole ;
- Donner des éléments d'analyse supplémentaires sur des sujets sensibles pour le Gouvernement et les PTFs (intrants agricoles, mécanisation, rôle de l'ANSAT, etc.) ;
- Contribuer à institutionnaliser le processus d'analyse des dépenses publiques au sein du secteur.

PERIODE COUVERTE : 2002 - 2011

2.2- Périmètre de l'étude : nature des dépenses considérées

Analyse des dépenses a pris en compte l'ensemble du secteur agricole (base COFOG*).

Ainsi toutes dépenses (personnel, fonctionnement, transferts et investissements) **de l'ensemble des domaines de l'agriculture** (y compris l'élevage et la transformation des produits), **de la forêt, de la chasse et de la pêche, de la recherche appliquée** ont été considérées.

Un certain nombre de dépenses publiques réalisées par des projets, y compris ceux mis en œuvre par des ONGS ou des Organisations des Nations Unies avec une faible implication du MAEP ont été recensées ont été comptabilisées dans cette analyse.

Les Termes de Références invitaient à approfondir l'analyse sur les trois éléments suivants : les dépenses d'achat d'intrants, de céréales et la mécanisation agricole.

* Pistes rurales prises en compte mais traitées séparément.

2.2- Périmètre de l'étude : acteurs du secteur / sources de données

❖ Ministères du secteur :

- **Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche**
- **Ministère délégué aux Infrastructures Rurales**
- **Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières**
- **Ministère du Développement à la Base**

❖ Ministère de l'Économie et des Finances, Ministère de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire

❖ ONGs, PTFs

3- Collecte des données

- ❖ **Principales difficultés rencontrées pour constituer la base de données nécessaire :**
 - **Données disponibles sur une période de 10 ans,**
 - **Pas systématiquement sous forme digitalisée,**
 - **Promptitude des fournisseurs de données variable,**
 - **Collecte des données hors budget ou/et financées par les PTFs, difficile,**
 - **Pas de séparation claire entre dépenses courantes et dépenses d'investissement.**
- ❖ **Approche de solutions apportées à chacune de ces difficultés : il n'a pas toujours été possible de surmonter ces difficultés.**

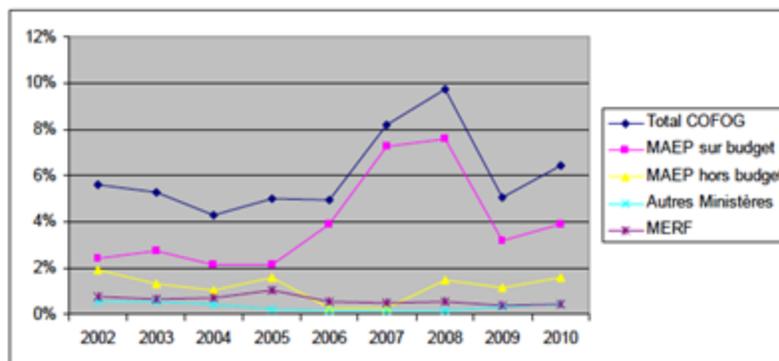
11

4.1 - Constats ou conclusions de l'étude

- **Une forte augmentation des dépenses publiques pour le secteur (3,5 fois entre 2002 et 2011 en terme courant et 3 fois en terme constant).**
- **Mais faible taux de consommation (56% ; Etat 77%).**
- **Dépenses publiques globalement en deçà des engagements pris à Maputo de 10% ; (6,4% du budget de l'Etat en 2010).**
- **Faibles allocations sur les investissements en particulier pour ce qui des ressources internes.**
- **Faible part de la masse salariale du secteur dans celle de l'Etat (2% pour le secteur qui pèse 40% du PIB et 20% des recettes d'exportation).**
- **Une répartition géographique à améliorer (plus de la 50% du budget sur la Région Maritime qui abrite Lomé la capitale).**
- **Des sous-secteurs mal dotés (élevage 3%, pêche 0,4%, recherche 5%, vulgarisation 6%).**
- **Des dépenses de transferts très importantes (engrais, achats de céréales) mais de faibles résultats/impacts**

4.1 - Constats ou conclusions de l'étude : Niveau et évolution des dépenses pour le secteur de l'Agriculture (en % du budget global de l'Etat)

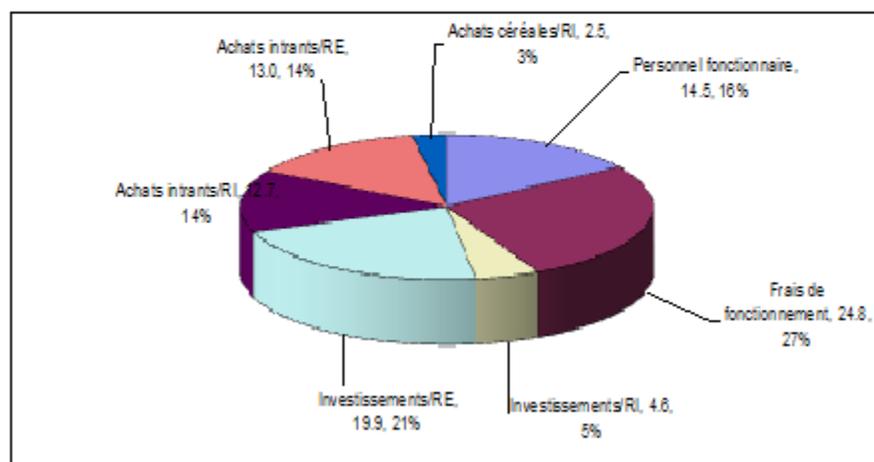
Figure 9. Apports des différents contributeurs à la part des dépenses agricoles dans le budget exécuté global de l'Etat, 2002-2010



Source : calculs des auteurs à partir des données fournies par : DAF/MAEP, DPCA/MAEP, CAGIA, ICAT, ITRA, MERF, DF/MEF, DFCEP/MEF, MDB, AFD, FAO, PNUD, Ambassade de Chine ; UE 2004 ; UE 2007, UE 2011b. Détail des données de base en Annexe 2.

13

4.1 - Constats ou conclusions de l'étude : Composition économique des dépenses supervisées par le MAEP, inscrites ou non à son budget, hors pistes rurales, 2002-2010 (milliards FCFA)



4.2- Principales recommandations de l'étude

La Revue des Dépenses a recommandé :

- ❖ **La réalisation de 3 études permettant une meilleure politique en matière de : distribution d'engrais, achat/commercialisation des céréales, mécanisation agricole ;**
- ❖ **L'amélioration du réalisme dans la budgétisation (*inscription des projets/actions mures en première année*) ;**
- ❖ **L'institutionnalisation de la revue des dépenses publiques agricoles.**

13

5- Valorisation des résultats de l'étude

- ❖ **Plus d'intérêt des PTF pour un secteur qui se connaît de mieux en mieux ;**
- ❖ **Nouvel accord de Bill & Melinda Gates pour appuyer l'élaboration du CDMT 2013-2015 du secteur agricole ;**
- ❖ **Groupes de travail mis en place dans le cadre de la RD publiques facilement remobilisés pour l'exercice CDMT.**
Communication intra et inter-ministérielle s'est trouvée facilitée.
- ❖ **Décision de réaliser une revue annuellement (à défaut chaque deux ans) ; démarche engagée pour réaliser une revue en 2013 ;**
- ❖ **Revue des Dépenses publiques également utile à l'élaboration de la nouvelle Politique Agricole**
- ❖ **Des études pour optimiser des actions dans certains domaines : étude sur la mécanisation et les engrais (*en cours*), étude sur la commercialisation des produits agricoles (*à démarrer*).**

Merci pour votre attention !

Analyse des dépenses publiques : Le cas du Ghana

NEPAD-Banque mondiale-FAO
Dépenses publiques dans le secteur agricole –
Atelier de partage d'expériences entre pays

1

Aperçu de la présentation

1. Contexte
2. Objectifs, définition et portée
3. Collecte des données : Processus, défis et mesures prises
4. Résultats : Niveau, composition, efficacité des allocations et autres indicateurs
5. Recommandations
6. Évènements ultérieurs

2

1. Contexte : Analyse des dépenses publiques dans le pays

- **Analyse des dépenses publiques dans le secteur agricole antérieure à l'étude présente :**
- Contexte institutionnel de la présente analyse des dépenses publiques.
- Consulter les dispositions prises, toute lettre d'accord, avec qui, de quelle institution ?
- Combien de temps pour mener l'étude ?

3

Contexte de l'analyse des dépenses publiques (1)

- MAPUTO 2003 (10% contre 6% d'ici 2008)
- Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA).
- Politique agricole de la Communauté économique des États d'Afrique de l'ouest.
- Stratégie de réduction de la pauvreté du Ghana II (SRPG II).
- Programme de développement de l'alimentation et du secteur agricole II (FASDEP II).
- METASIP 2011-15 (Plan d'investissement à moyen terme pour le secteur agricole).

Contexte de l'analyse des dépenses publiques

En 2008, le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture a mené une évaluation des dépenses publiques et des institutions (PEIR) dans le secteur agricole, par le biais de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). La mission actuelle requiert de mettre à jour et d'améliorer la base de données de 2008 afin de procurer un fondement solide qui permette de mener à bien des études spécialisées ultérieures, comme les Enquêtes de suivi des dépenses publiques.

L'analyse actuelle des dépenses publiques dans le secteur agricole couvre la période 2001–2011, afin d'inclure les périodes précédant et suivant la Déclaration de Maputo, comme requis par le PDDAA.

3

2. Objectifs et portée

- Quels étaient les objectifs de l'étude ?
- Quelle en était la portée : définition d'agriculture, dépenses considérées, période analysée, etc. ?

6

Objectifs de l'étude

- Promouvoir l'articulation et la mise en œuvre du Plan d'investissement à moyen terme pour le secteur agricole (METASIP 2011-2015), afin de parvenir à un consensus sur l'augmentation du niveau de dépenses publiques dans le secteur agricole ghanéen et l'amélioration de son efficience, de son efficacité et de son équité.
- Compiler une base de données analytiques cohérente et complète afin de permettre l'évaluation des niveaux et de la composition des dépenses publiques agricoles ces dernières années.

7

Définition et portée

Définition et portée orientées par la Classification des fonctions de l'administration publique (COFOG) de l'ONU, qui situe le secteur agricole dans le groupe des Affaires économiques. Comme défini dans le groupe des Affaires économiques, le secteur se compose de l'agriculture (culture et élevage), de la sylviculture, de la pêche et de la chasse.

REMARQUE :

Commenter le COFOG et le COFOG+

8

Portée

L'évaluation couvre : les ministères, départements et organismes du secteur agricole et leurs dépenses respectives issues de sources publiques et de donateurs ; et les projets, programmes et dépenses spéciales agricoles qui ne font pas partie du budget sectoriel (comme les « Initiatives spéciales du Président », et l'Autorité de développement du millénaire (MIDA)).

9

3. Collecte des données

- Quelles difficultés principales se sont imposées en complétant la base de données analytiques de l'étude ?
 - Nombre d'années de données disponibles ?
 - Disponibilité de données informatisées ?
 - Réponse des fournisseurs de données ?
 - Collecte des informations sur les dépenses et les finances hors budget et/ou provenant de partenaires externes ?
 - Informations liées au coût du personnel ?
 - Séparation claire entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement ?
- Et si des solutions sont trouvées pour surmonter ces contraintes ?

10

Collecte des données (1): Processus

1. Équipe : équipe homologue, groupe de travail technique, consultants, chefs de projet.
2. Portée : l'évaluation couvre les ministères, départements et organismes du secteur agricole et leurs dépenses respectives issues de sources publiques et de donateurs ; et les projets, programmes et dépenses spéciales agricoles qui ne font pas partie du budget sectoriel (comme les « Initiatives spéciales du Président », et l'Autorité de développement du millénaire (MIDA)).
3. Processus : Les données de base sur les dépenses sont compilées afin d'évaluer dans quelle mesure ces dernières reflètent les priorités sectorielles nationales officielles et y contribuent. Des enseignements ont été tirés de l'analyse, afin d'émettre des suggestions pour améliorer l'efficacité et l'efficacité du secteur agricole.

11

Collecte des données (2): Processus

L'équipe homologue et l'atelier de lancement ont fourni des suggestions pour parvenir à une compréhension commune de la portée, de la nature et des sources de l'étude. Les données requises incluaient : le budget approuvé ; les dépenses réelles ; et les fonds libérés sous les quatre postes budgétaires individuels désagrégés par les directions et unités fonctionnelles. Des modèles de collecte de données de base ont été préparés et convenus par les consultants, l'équipe homologue et le groupe de travail technique, et ont été distribués aux ministères, départements et organismes du secteur agricole.

12

Défis de la collecte des données (1)

- L'évaluation nécessitait que les dépenses soient reliées aux priorités et objectifs sectoriels. Toutefois, les fonds libérés aux unités des ministères, départements et organismes n'étaient généralement pas dédiés aux champs d'activité spécifiques des différents objectifs budgétaires. On a observé d'autres défis :
- Les données sur les dépenses des fonds de donateurs étaient limitées pendant les premières années de la période d'analyse ;
- Les données sur les dépenses de 2001 n'étaient pas disponibles pour certains ministères, départements et organismes ;

13

Défis de la collecte des données (2)

- Les données désagrégées de certains ministères, départements et organismes qui devaient permettre une analyse fonctionnelle détaillée étaient indisponibles ;
- On a constaté un manque de données précises sur les dépenses liées à la mécanisation agricole et à l'irrigation ; et
- Certaines données n'ont pas entièrement couvert la période d'étude de 11 ans ; comme les données sur les routes de desserte manquantes pour 2001-2007 ; et les données des dépenses de service de la dette manquantes pour 2001, 2010 et 2011.

14

Mesures prises

Des modèles et questionnaires sur mesure ont été préparés et distribués aux ministères, départements et organismes pertinents lors d'entretiens avec les consultants. Les consultants, l'équipe homologue et le groupe de travail technique ont discuté du type de données collectées au moyen des modèles élaborés pour cet exercice. Le groupe de travail technique s'est réuni à des périodes spécifiques afin d'aborder les progrès et les obstacles de la collecte des données. Ces réunions ont servi de plateforme pour discuter des données et les valider.

15

4.1(a) Résultats : Niveau

(Allocations budgétaires au secteur agricole et dépenses réelles)

Allocations budgétaires au secteur agricole

- Moyenne annuelle (à prix constant de 2001) - 193 millions GHC. Multipliée presque par 5, de 65 millions GHC en 2001 à 315 millions GHC en 2011.
- Part moyenne du budget national d'ensemble - 6,8 pour cent (inférieur au seuil visé de 10 pour cent sur la période 2001-2011).

Dépenses réelles du secteur agricole

- Moyenne annuelle (à prix constant de 2001) - 169 millions GHC.
- Part moyenne du budget national d'ensemble - 9,3 pour cent
- Part supérieure à 10 pour cent en 2009 (10,3 pour cent), 2010 (16,0 pour cent), et 2011 (11,2 pour cent).

Dépenses sectorielles par rapport au PIB et au PIB agricole

- Dépenses moyennes par rapport au PIB - 1,2 pour cent ; en déclin, passé de 1,8 pour cent en 2008 à 0,9 pour cent en 2011.
- Dépenses moyennes par rapport au PIB agricole - 3,6 pour cent ; en déclin passé de 5,3 pour cent en 2008 à 3,6 pour cent en 2011.

16

4.1(b) Résultats : Niveau

(Allocations budgétaires du Gouvernement ghanéen et des donateurs, et dépenses réelles)

Parts moyennes des allocations budgétaires provenant du Gouvernement ghanéen et des donateurs (2001-2011)

- Gouvernement ghanéen – 119 millions GHC, 62 pour cent
- Donateurs – 74 millions GHC, 38 pour cent

Parts moyennes des dépenses sectorielles réelles provenant du Gouvernement ghanéen et des donateurs (2005-2011)

- Gouvernement ghanéen – 157 millions GHC, 69 pour cent
- Donateurs – 71 millions GHC, 31 pour cent
- Secteur – 228 millions GHC
- ❖ Allocations et dépenses à prix constant de 2001

17

4.2 (a) Résultats : Composition (Sous-secteurs)

Part des sous-secteurs en dépenses du secteur agricole, 2001-2011

- Récoltes hors cacao - 58,0 pour cent ;
- Cacao - 33,0 pour cent ;
- Élevage - 2,0 pour cent ;
- Pêche - 1,0 pour cent ; et
- Sylviculture - 6,0 pour cent.

18

4.2 (b) Résultats : Composition

(Dépenses de fonctionnement contre dépenses d'investissement, 2001-2011)

Dépenses de fonctionnement - dép. d'investissement du sect. agri.

- Part moyenne des dépenses de fonctionnement - 59 pour cent (dép. publiques – 27% ; non-salariales – 32%)
- Part moyenne des dépenses d'investissement - 41 pour cent

Dépenses de fonctionnement salariales contre non-salariales

- Part moyenne de rémunération du personnel - 47 pour cent
- Part moyenne des dép. de fonct. non-salariales - 53 pour cent

Dépenses de fonctionnement non-salariales – dép. d'invest.

- Part moyenne des dép. de fonct. non-salariales- 43 pour cent
- Part moyenne des dép. d'investissement - 57 pour cent

19

4.2 (c) Résultats : Composition

(Dépenses de fonctionnement contre dépenses d'investissement, 2001-2011)

Gouvernement ghanéen : équilibre entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement (2001-2011)

- Dépenses de fonctionnement moyennes – 87,96 millions GHC (71%)
- Dépenses d'investissement moyennes – 35,43 millions GHC (29%)

Donateurs : équilibre entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement (2005-2011)

- Dépenses de fonctionnement moyennes – 17,03 millions GHC (24%)
- Dépenses d'investissement moyennes – 58,37 millions GHC (76%)

20

4.3 (a) Résultats : Efficience des allocations et autres indicateurs

- Décalage des dépenses au niveau du sous-secteur.
- Déséquilibre des allocations budgétaires aux postes budgétaires et aux directions au niveau des ministères, départements et organismes.
- *Recherche agricole - environ 89 pour cent des dépenses concernent les rémunérations de personnel, 9 pour cent les dép. de fonctionnement non-salariales et 2 pour cent les dépenses d'investissement.*
- *Concentration relativement élevée de dépenses au siège du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture.*
- *Directions sous-financées au sein du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture :*
 - ✓ Les femmes dans le développement agricole (0,3%)
 - ✓ Services de protection et de contrôle des végétaux (0,4%)
 - ✓ Services de vulgarisation (0,7%)
 - ✓ Ingénierie agricole (1,0%)
- Dépenses relativement élevées en subvention de fertilisants.

21

4.3 (b) Résultats : Efficience des allocations

(Sous-secteur : Part des dépenses sectorielles relatives à la contribution au PIB agricole – 2006-2011)

a	b	c	d=b:c
Sous-secteur	Part des dépenses du secteur agricole (2006-2011)	Contribution moyenne au PIB agricole (2006-2011)	Part des dépenses relative à la contribution au PIB agricole
Récoltes hors cacao	58,5	62,0	0,9:1
Cacao	31,2	10,0	3,1:1
Élevage	2,7	8,0	0,3:1
Pêche	1,2	8,0	0,2:1
Sylviculture	6,3	12,0	0,5:1
Total	99,9	100,0	

22

4.3 (c) Résultats : Efficience des allocations Subvention de fertilisants 2008-2011

Coût total (réel) pour le Gouv. - 862,39 millions GHC

- Programme du min. de l'Alim. et de l'Agri. – 107,75 millionsGHC (12,5%)
- Programme pour le cacao – 754,64 millionsGHC (87,5%)

Coût total pour le Gouv. par rapp. aux dépenses du secteur agricole

- Coût total par rapport aux dépenses du secteur agricole – 79,1 %
- Coût du programme du min. de l'Alim. et de l'Agri par rapp. aux dépenses du secteur agricole - 9,9%
- Coût du programme pour le cacao par rapp. aux dépenses du secteur agricole - 69,2%.

Taux de subvention

Programme du min. de l'Alim. et de l'Agri : 42 pour cent (moyenne)

Programme pour le cacao : 65-85 pour cent

23

4.3 (d) Résultats : Efficience des allocations – Avant METASIP (2009-2010) et mise en œuvre du METASIP (2011)

On prévoit que l'allocation budgétaire à partir de 2011 pour la mise en œuvre du METASIP surpasse le niveau de 2009 d'au moins 10 pour cent.

- L'allocation budgétaire au secteur agricole en 2011 était inférieure au niveau de 2010 de 1,6 pour cent en termes réels, tandis qu'elle excédait celle de 2009 de seulement 7,1 pour cent.
- L'allocation budgétaire au sous-secteur de la pêche en 2011 était inférieure à celle de 2009 et 2010 de presque 86% et 2% respectivement.

24

Exécution budgétaire

Part du budget sectoriel approuvé réellement dépensée

- Moyenne 2002-2011 - 86 pour cent
- Moyenne 2005-2011 - 92 pour cent

23

5. Recommandations

- Les allocations budgétaires au secteur agricole doivent continuer d'augmenter en termes réels.
- Dans la mesure du possible, des montants importants de fonds doivent être libérés en temps opportun afin d'en assurer l'utilisation efficiente aux fins prévues.
- Les allocations budgétaires aux sous-secteurs doivent être réexaminées selon les performances et contributions de ces derniers au PIB agricole.
- Les allocations budgétaires aux postes budgétaires doivent être équilibrées entre et au sein de tous les ministères, départements et organismes.
- Les allocations budgétaires au secteur agricole et aux ministères, départements et organismes correspondants doivent être réels et refléter les attentes en vue de la mise en œuvre efficace du METASIP et des autres plans sectoriels.
- Au regard de l'augmentation des allocations budgétaires au secteur agricole et des dépenses au fil des ans, la faible performance relative du secteur ces dernières années doit être évaluée par le biais d'études spéciales, comme le suivi des dépenses et l'évaluation d'impact de projets, programmes et initiatives précis ciblés.

26

6. Résultats – Comment sont-ils utilisés ?

- *Comment les résultats ont-ils été utilisés ?*
 - *Probablement trop tôt pour commenter ce point. Étude officiellement terminée et soumise au min. de l'Alimentation et de l'Agriculture par WB il y a un mois à peine.*
 - *Un atelier de diffusion des résultats pourrait rassembler les représentants de haut niveau du gouvernement et les parties prenantes afin de discuter de la voie à suivre que le rapport indique.*
- *Quels principaux défis sont-ils rencontrés pour traduire les résultats de l'étude en termes de mesures ou de décisions ?*
- *Quels changements donneraient plus d'impact à une telle analyse ultérieure des dépenses publiques ?*

27

MERCI !

28

Revue des dépenses publiques agricoles

Expérience du Burkina Faso

Plan

- Méthodologie des revues (MAFAP et banque mondiale)
- Niveau des dépenses publiques
- Efficacité technique (taux d'exécution)
- Composition économique et fonctionnelle
- Recommandations et leurs mises en oeuvre

1. Méthodologie : Revue de Littérature (1/4)

➤ La Revue s'appuie sur des travaux antérieurs:

• Au niveau sectoriel:

- Etudes DGPER/ReSAKSS AO; RdP/BM 2009;
- Travaux du MAFAP/FAO.

• Au niveau de l'Etat:

- Revue des Dépenses Publiques: Feuille de Route pour une Décentralisation Réussie et une Dépense Publique plus Efficace (Banque Mondiale 2009);
- Mesure de la Performance de la Gestion des Finances Publiques selon la Méthodologie PEFA (MEF 2010).

➤ Toutefois:

- Non exhaustivité des dépenses agricoles dans les revues passées;
- Surestimation du ratio de Maputo avec la prise en compte des dépenses en eau potable et assainissement;
- Désagrégation limitée des dépenses au niveau régional (54%).

3

1. Méthodologie: déroulement de la revue (WB) (2/4)

➤ Période d'étude: 2004-2011

➤ Calendrier de la Revue:

- Début des travaux: Mai 2012
 - ✓ Constitution d'un comité pilotage (une vingtaine de membres jouant le rôle de points focaux): *orientation pour la collecte de données et l'analyse*
- Atelier de lancement en mai 2012
- Mission à mi-parcours: mi juillet- début août 2012
- Atelier de présentation des résultats début décembre 2012
- Atelier de restitution en mai 2013
- Durée de l'étude: 8 mois

4

1. Méthodologie: déroulement de la revue (MAFAP) (3/4)

➤ Période d'étude: 2006-2010

➤ Calendrier de la Revue:

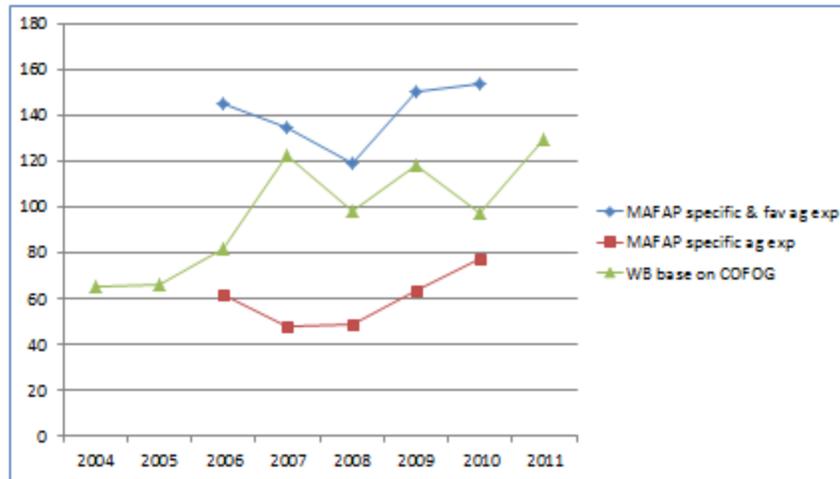
- **Début des travaux: Octobre 2011**
 - ✓ Constitution d'un groupe thématique constitué des points focaux des structures impliqués, la DGPER et le SP/CPSA avec l'appui technique de la FAO
 - ✓ *Rôle central des cadres de l'administration dans les analyses*
- **Atelier de lancement le 03 Octobre 2011**
- **Trois ateliers de formation des points focaux**
- **Atelier de concertation avec le Mali**
- **Atelier de restitution: septembre 2012 (9 mois)**

3

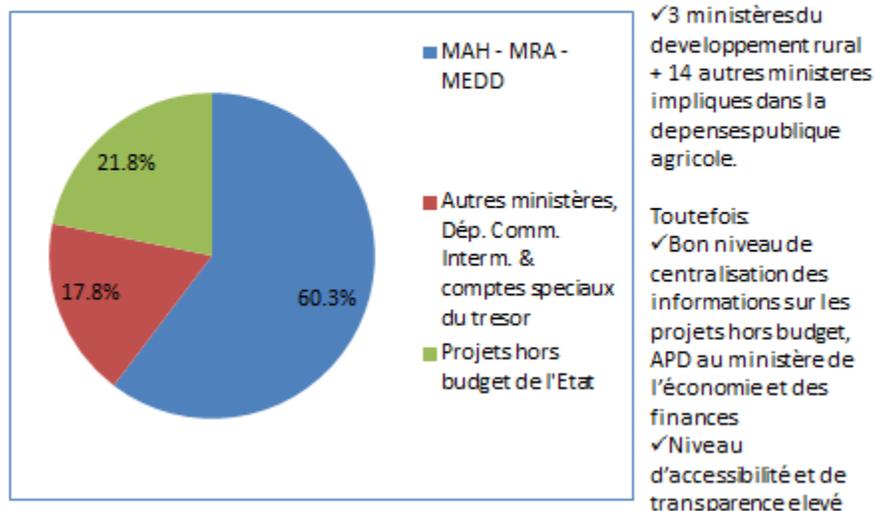
1. Méthodologie: comparaison méthodologie MAFAP et World Bank (4/4)

	WB PER	MAFAP PE analysis
Objectif	Promouvoir la mise en oeuvre des dépenses agricoles requises, transparentes, efficaces avec un impact plus grand tout en s'assurant qu'elles sont alignées avec les priorités nationales.	Informar les décideurs politiques et les acteurs sur la nature des dépenses. Analyser la cohérence de cette composition avec les politiques nationales et les politiques affectant les prix.
Champ couvert	Suivi des dépenses :Agriculture, élevage, pêche, sylviculture, chasse selon la nomenclature de la COFOG. Periode: 2004-2011	Dépenses spécifiques à l'agriculture (y compris les transferts aux consommateurs) et les dépenses favorables à l'agriculture (santé, éducation, infrastructure en milieu rural) basé sur la nomenclature de l'OCDE mais compatible avec la COFOG. Periode: 2006-2010
Institutions impliquées	Tous les ministères du développement rural et tout autre ministère ayant exécuté des dépenses agricoles.	idem
Classifications, desaggregation, analyse	Classification fonctionnelle basée sur les desaggregations existantes (recurrent, investissement, sous-secteur) et les objectifs nationaux (PNSR au Burkina). Par conséquent problème de comparabilité entre les pays. Analyses spécifiques sur: intrants, irrigation, élevage, foresterie (+ recherche, ONG, pistes rurales)	Classification basée sur comment sont mises en oeuvre les dépenses (paiement direct aux producteurs, soutien général à l'agriculture, dépenses favorables à l'agriculture) et par produit et par type d'aide (dons, prêts).

Niveau des dépenses publiques en agriculture (1/4)

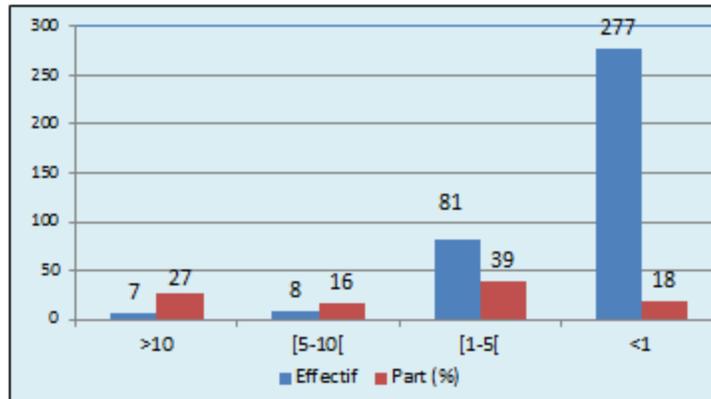


Depenses hors ministères du developpement rural importantes (WB) (2/4)



Niveau des dépenses publiques en agriculture (WB) (3/4)

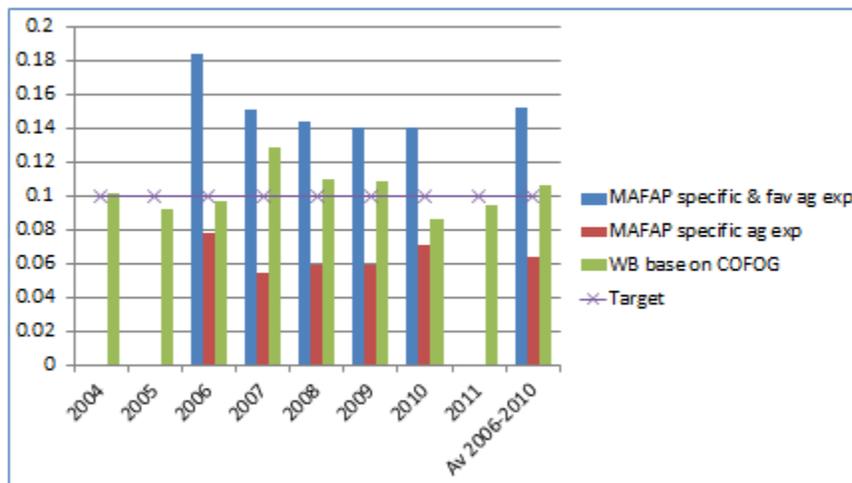
➤ Typologie du financement extérieur agricole



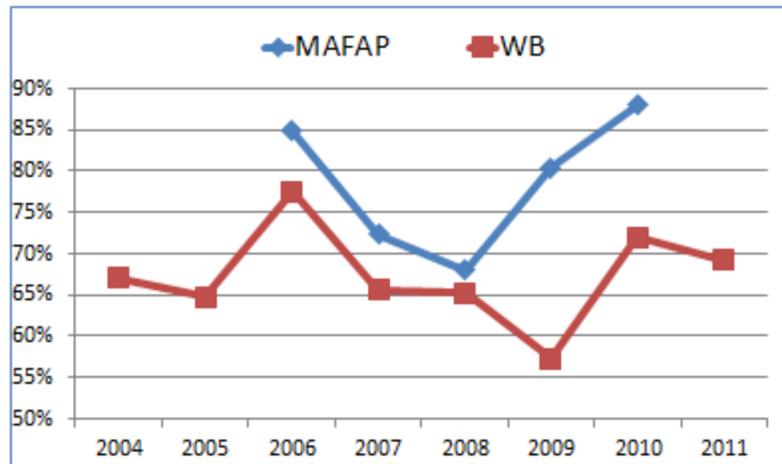
➤ Emission de l'APD agricole en une multitude de projets posant ainsi des problèmes de coordination et de S&E et par conséquent une faible efficacité.

9

Tendance du ratio de Maputo (4/4)



Effacité de l'exécution du budget agricole (1/2)



Effacité des processus de préparation, exécution et S&E des dépenses agricoles (2/2)

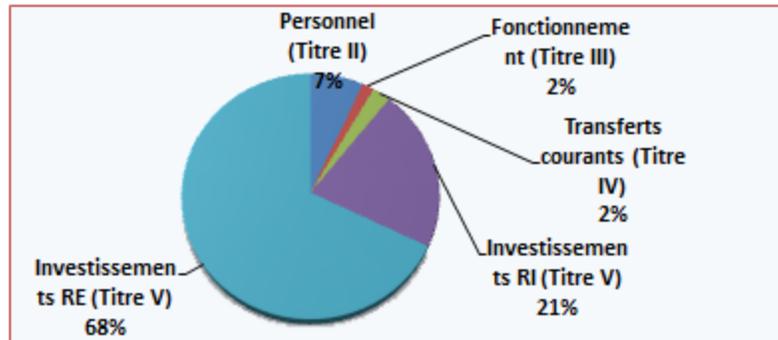
➤ Principaux problèmes constatés:

- **Impossibilité de connaître les taux d'exécution sur RE.**
Devrait être résolu par CIFE a condition que les bailleurs de fonds coopèrent.
- **Décalage du calendrier d'élaboration du budget de l'Etat avec celui des projets;**
- **Lourdeur des procédures de passation de marchés** (3 mois minimum);
- **Défaillances en matière de communication entre les bailleurs de fonds et les gestionnaires de projets;**
- **Dans certains cas, lourdeur des procédures des bailleurs.**

12

Composition économique des dépenses (WB) (1/2)

- Une part importante des dépenses d'investissements (89%) par rapport aux dépenses courantes (9%)
- Mais 16% des dépenses d'investissements allant aux personnels et fonctionnements des projets
- La part réelle des charges courantes dans le budget des ministères du développement rural est donc estimée à 20-25%



13

Composition économique des dépenses (WB) (2/2)

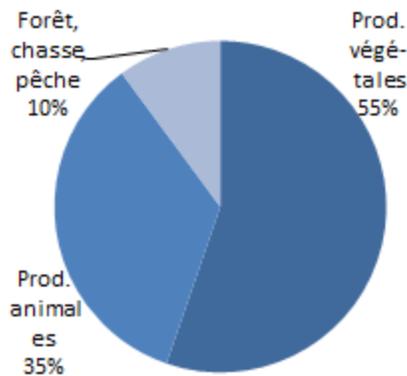
- Budgets non transparents dus à un manque de lisibilité des charges récurrentes.
- Problème de la durabilité des interventions: faible capitalisation des résultats (fonctionnement et maintenance des investissements après la fin des projets). Nécessitant ainsi une plus grande attention à la problématique des coûts récurrents de fonctionnement et d'entretien
- Nécessité d'une comptabilité analytique plus précise des dépenses par catégorie économique : personnel, fonctionnement, investissement au niveau des services d'appui, investissement au niveau des bénéficiaires;

14

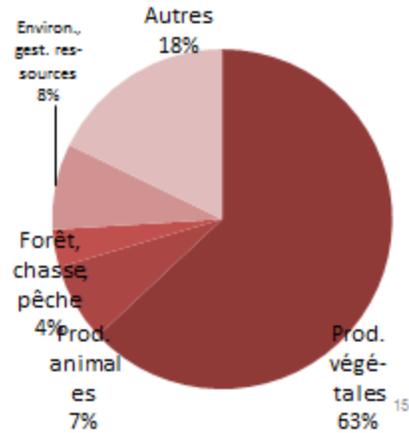
Composition fonctionnelle des dépenses en agriculture (WB) (1/4)

- 30% des dépenses non agricoles (AEPA: 26%, infrastructures sociales 3%, pistes rurales 1%)
- Faiblesse du soutien à la recherche (0,1%) à l'élevage et dans une moindre mesure au secteur forestier.

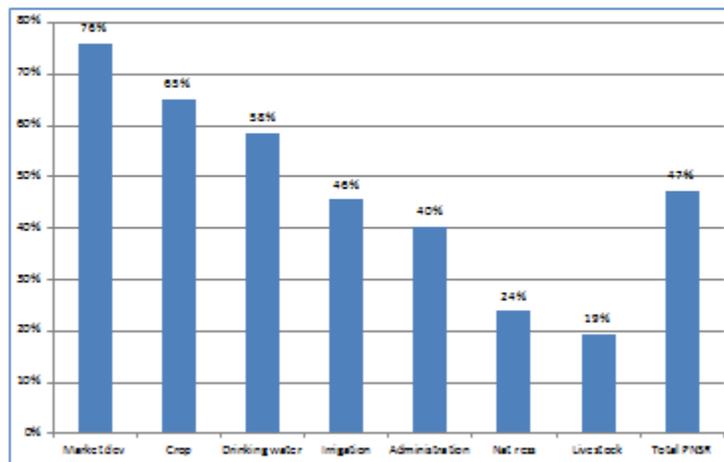
Part des différents sous-secteurs dans le PIB du secteur primaire (2004-2011)



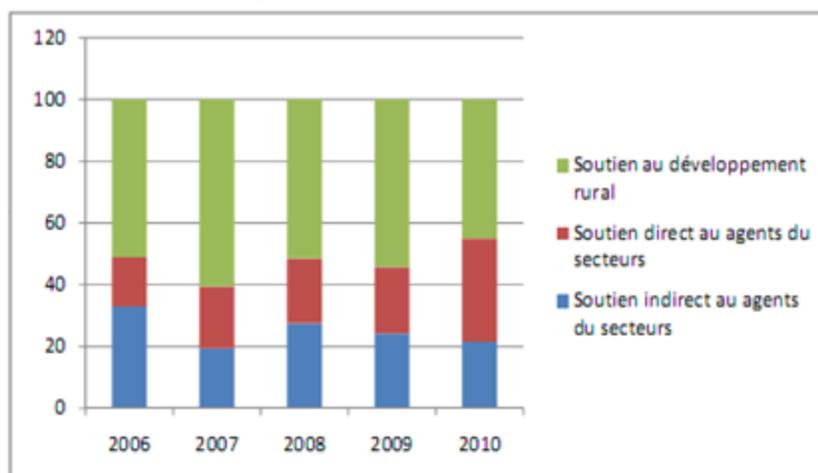
Part des différents sous-secteurs dans les dépenses agricoles (2004-2011)



Alignement



Composition fonctionnelle des dépenses en agriculture (MAFAP) (2/4)

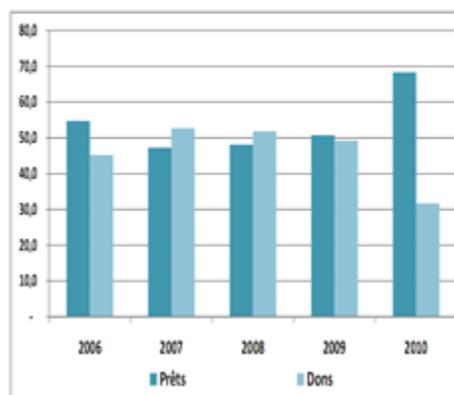


Composition de l'aide au développement en prêts et dons MAFAP (3/4)

✓ Les prêts ont constitué en moyenne 54,2% des financements extérieurs.

✓ En 2006, 2009 et 2010 les prêts sont dominant (54,8%, 50,7% et 68,3%)

✓ En 2007 et 2008, les dons sont dominant (plus de 50%)



Composition fonctionnelle des dépenses: difficultés et solutions (4/4)

➤ Désagrégation fonctionnelle limitée :

- ✓ Faiblesse de la comptabilité analytique d'une manière générale;
- ✓ Inadéquation avec la classification du MAFAP et celle du PNSR

➤ Solutions :

- ✓ Exploitation des rapports d'activité de projets (fastidieuse)
- ✓ Une solution globale consistera à la définition et à l'application d'un système de comptabilité analytique dans le secteur rural dans tous les pays.

19

Principales recommandations (1/2)

1. Inclusion dans le budget des ministères du secteur rural de tous les projets de développement agricole
2. Meilleure distribution fonctionnelle des dépenses : en particulier soutien accru à l'élevage, à la R&D et à la foresterie
3. Davantage d'investissements en matière de désenclavement rural
4. Meilleure comptabilité analytique
5. Mise en place de mécanismes systématiques de budgétisation des charges récurrentes d'entretien des investissements
6. Alignement du calendrier de programmation des projets avec celui de la loi de finance
7. Renforcement de l'alignement des bailleurs de fonds aux stratégies et procédures nationales

20

Principales recommandations (suite) (2/2)

8. Mise en place à tous les niveaux d'un système de S&E effectif
9. Effort supplémentaire de réduction des délais pour les procédures de passation des marchés.
10. Basculement effectif au budget programme
11. Rationalisation (paniers communs des bailleurs et du Gouvernement) et augmentation des moyens des mécanismes de financement des initiatives locales (publiques et privées)
12. Moyens et responsabilités accrus (délégation progressive de davantage de crédits) aux directions régionales
13. Meilleure coordination et partage de moyens entre les administrations déconcentrées du développement rural

21

Mise en oeuvre des recommandations

1. Mise en place en cours d'une cellule de suivi des dépenses publiques
2. Augmentation des ressources à l'élevage et à la recherche agricole (budget 2014)
3. Inclusion de tous les projets hors budget dans la loi de finances 2014 sur injonction de la commission finance de l'assemblée nationale;
4. Implication des acteurs privés dans l'opération de subvention aux intrants
5. Institutionnalisation de la RdP en agriculture : RdP légère annuellement et approfondie (chaque 3-5 ans)

Je vous remercie!!!!

Session 6. Discussion sur les présentations de pays

L'équipe du Togo a clairement expliqué que la nouvelle politique agricole nationale (PNDA) élaborée en suivant l'AgPER était cohérente avec le plan d'investissement sectoriel déjà existant. Une nouvelle politique doit être élaborée étant donné que la période couverte par la précédente Note de Politique Agricole touche à sa fin.

Quelques points méthodologiques ont également été éclaircis par l'équipe du Togo. Concernant les instituts d'enseignement supérieur impliqués dans la formation en agriculture/agronomie, le budget de l'institut en charge de la formation des techniciens qui travaillent ensuite directement dans le secteur agricole était inclus dans l'AgPER tandis que les instituts de niveau plus élevé (université) ne l'étaient pas, conformément aux directives du NEPAD. Les dépenses d'appui au sous-secteur de la transformation agricole étaient incluses car elles sont directement liées et sont essentielles au développement agricole.

Il a été noté que l'inclusion du service de la dette dans les dépenses agricoles COFOG Plus au Ghana ainsi que celle des routes de desserte était exceptionnelle et faisait suite à une demande spéciale du gouvernement du Ghana. Il a été observé que ceci pouvait faire l'objet d'une double comptabilisation puisque les dépenses financées par les prêts étaient déjà prises en compte.

Toujours au Ghana, il a été observé que les subventions pour les engrais achetés par les producteurs de cacao n'auraient pas dû être prises en compte dans les dépenses publiques pour le secteur agricole puisqu'elles font partie d'un accord entre les producteurs et l'autorité de régulation du marché du cacao et viennent en compensation des prix de vente du cacao inférieurs à ceux du marché. Ceci illustre les difficultés rencontrées par certaines équipes AgPER dans le traitement des opérations des entreprises publiques.

Dans le cas du Burkina Faso, qui a bénéficié à la fois d'une étude de l'AgPER et d'une du SPAAA, il a été souligné la nécessité de mettre l'accent sur des recommandations et des résultats cohérents.

Toujours au Burkina Faso, le haut niveau d'appropriation de l'AgPER par le gouvernement, notamment par le Ministère des Finances, a été présenté comme la principale raison pour laquelle le gouvernement est déjà en train de s'engager dans la mise en œuvre de certaines des recommandations de l'étude. Le haut niveau d'appropriation a été obtenu par la formation d'un comité qui a donné des orientations aux équipes de l'AgPER afin que l'étude réponde aux besoins du gouvernement. Le fait, en particulier, que l'équipe ait répondu de façon positive à la demande du comité que les dépenses passées pour le secteur agricole soient organisées selon les catégories budgétaires de la stratégie agricole actuelle (PNSR) a été grandement apprécié car elle offre aux décideurs politiques une situation de référence par rapport à laquelle il est possible de mesurer la mise en œuvre du PNSR. L'effort substantiel mis sur la désagrégation régionale a également été très apprécié car il a produit des données tout à fait nouvelles. L'importance d'associer le Parlement et les partenaires au développement a également été soulignée. Le Parlement a écrit au Gouvernement pour assurer que certaines des recommandations seraient mises en œuvre (inclusion des dépenses hors-budget dans les comptes nationaux).

Il a été noté que les études ne pouvaient pas fournir une composition intra-sectorielle et fonctionnelle optimale pour les dépenses agricoles mais pouvaient offrir aux décideurs politiques des données factuelles sur la façon dont les compositions passées et actuelles pouvaient être comparées à ce qui avait été prévu dans les documents stratégiques. De nouveau, comparer la part des dépenses en faveur

d'un sous-secteur à la part de ce sous-secteur dans l'AgGDP a été jugée trop simpliste car la contribution d'un sous-secteur à l'économie peut aller au-delà de sa part dans l'AgGDP (contribution à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté, aux recettes en devises). Un sous-secteur peut également avoir besoin d'un plus grand appui du fait de son plus grand potentiel de développement. Le besoin d'avoir de meilleurs indicateurs pour le développement agricole (incluant non seulement la croissance de la production mais également la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, le niveau d'investissement, etc.) a été souligné.

Session 7. Analyse spécialisée: le cas du programme de bons d'achats NAIVS de Tanzanie par M. Mink

RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE



Revue des dépenses publiques du Programme national de distribution de bons d'achat d'intrants agricoles (NAIVS)

13 juin 2013

Contexte et Motivation

- Variété des programmes de subvention d'intrants mis ne oeuvre par le gouvernement de Tanzanie.
- Le programme NAIVS se concentre sur le maïs et le riz qui sont les principaux aliments de base en Tanzanie.
- Le programme NAIVS représente plus de 86% du coût de subvention d'intrants de culture.

2010-2011	Input Subsidy	Cost in TZS	% of Total Crop Subsidy Cost
Crops	Fertilizers for Maize and Paddy	91,749,331,000.00	62 (NAIVS)
	Improved Maize Seeds	35,185,120,000.00	24 (NAIVS)
	Improved Paddy Seeds	594,840,000.00	<1 (NAIVS)
	Sunflower Seeds	54,560,000.00	<1
	Sorgham Seeds	305,440,000.00	<1
	Improved Cotton Seeds	1,537,400,000.00	1
	Cotton Agrochemical	8,518,350,000.00	6
	Cashew Agrochemical	6,890,850,000.00	5
	Improved Coffee Seedling	1,800,000,000.00	1
	Improved Tea Seedling	1,800,000,000.00	1
Livestock	Veterinary Support	Data not available	Data not available

Source: Ministry of Agriculture, Food and Cooperatives

Contexte du NAIVS

- Le gouvernement de Tanzanie a lancé le NAIVS en 2009 (après un projet pilote en 2008) dans le cadre de ses efforts visant à améliorer la sécurité alimentaire en augmentant la production et la productivité alimentaires.
- La Banque Mondiale soutient le NAIVS à travers le Projet de Sécurité Alimentaire Accélérée (AFSP)
- Il cible les zones à fort potentiel de production de maïs et de riz, et a récemment été étendu à certaines zones à plus faibles précipitations
 - Les ménages qui cultivent moins de 1 hectare de maïs ou de riz
 - Priorité accordée aux ménages dirigés par des femmes
 - Bons pour une subvention de 50% sur un paquet d'engrais et de semences améliorées
 - Les bénéficiaires peuvent recevoir les bons pour un maximum de trois ans.
- Investissements complémentaires:
 - Campagne de sensibilisation
 - Soutien de l'expansion du réseau de fournisseurs des produits agricoles
 - Renforcement des systèmes semenciers nationaux
 - Suivi et Évaluation

Principales Questions

- Coûts:
 - Analyser la relation entre les dépenses prévues et réelles
 - Tendances dans le temps et entre les régions
 - Nombre de bénéficiaires
- Gains:
 - Évaluer les avantages découlant du programme NAIVS et les mesures du succès
 - Gains de production et de productivité
 - Amélioration de la sécurité alimentaire et hausse des revenus pour les agriculteurs
- Analyse coûts-avantages:
 - Évaluer les gains de production par rapport aux coûts d'investissement
 - Analyse de sensibilité pour évaluer les compromis en matière d'investissement
 - Autres décisions en matière de mise en oeuvre

Méthodologie

- Le Ministère de la Planification et des Politiques (MAFC) fournit les données concernant les coûts
 - Dépenses prévues et réelles associées au programme NAIVS entre les régions et à travers les ans
 - Coûts Directs (subventions) et Indirects (Admin.) du programme NAIVS
 - Taille et proportion du budget du Ministère de l'Agriculture
- L'Institut de Recherche Tanzanien (REPOA) recueille deux séries d'enquêtes auprès des ménages
 - Données d'enquête de référence recueillies en février 2011
 - Données d'enquête de suivi recueillies en août 2012
 - Couvrent 8 régions représentatives du programme NAIVS et plus de 2000 ménages

État de l'étude

- L'étude a commencé en décembre 2010; elle devrait se terminer en décembre 2013
 - Conception des enquêtes
 - Test des enquêtes sur le terrain
 - Recueil des données et analyse
 - Validation et diffusion
- Sources de financement (environ \$250k): Budget de l'AFSP, Fondation Bill et Melinda Gates, budget de la Banque Mondiale . . .
- L'équipe de l'étude se compose:
 - Des membres du personnel du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Coopératives (MAFC)
 - De l'Université de Dar-es-Salaam
 - De l'Institut de Recherche Tanzanien (REPOA)
 - Du personnel de la Banque Mondiale

Résultats préliminaires

- Hétérogénéité des effets entre les régions et les cultures
- Maïs:
 - Le programme est le plus efficace à Arusha, Iringa, Mbeya, Rukwa, Ruvuma
 - Le programme est le moins efficace à Morogoro, Kigoma
- Riz paddy:
 - Le programme est le plus efficace à Morogoro et Rukwa
 - Le programme est le moins efficace Arusha, Kilimanjaro, Iringa, Mbeya, Ruvuma
- Le programme est rentable pour le maïs dans la plupart des régions mais pas pour le riz paddy.
- Faibles améliorations de la productivité globale dans les régions à précipitations plus faibles.
- Les diplômés continuent à acheter des semences et engrais dans le commerce.
- Le programme NAIVS a augmenté les taux d'adoption des semences améliorées et des engrais.

Utilisation potentielle des résultats

- Cible/échelle
 - Les agriculteurs les plus pauvres ou à revenus moyens
 - Autres régions du pays
 - Cultures plus adaptées
- Diplômés et Durabilité
 - Les diplômés continuent-ils à acheter des semences et engrais
 - Défis concernant les offres de crédit agricole pour les céréales de base
 - Offre commerciale durable de semences et d'engrais
- Déplacement
 - Bâtir des marchés d'intrants durables
 - Investissement de la part des entreprises d'engrais et de semences
 - Réduire les coûts de mise en œuvre et les irrégularités – Bons électroniques?

Session 7. Discussion of sur l'analyse spécialisée

Concernant le MTEF du secteur agricole au Togo, l'équipe a expliqué que le cadre budgétaire national à moyen terme utilisé avait été fourni par le Ministère des Finances.

Concernant l'étude de l'évaluation d'impact de NAIVS, il a été noté que, même si son coût semblait élevé à première vue (environ 250 000 \$US financés conjointement par le gouvernement, la Banque mondiale et la Fondation Bill et Melinda Gates), il ne représentait que 0,2% des dépenses totales au cours des trois dernières années du programme de subvention aux intrants, ce qui représente un ajout mineur aux coûts de suivi et évaluation. Des précisions ont été données sur la méthode d'échantillonnage (2 000 ménages appartenant aux trois catégories : participants, éligibles non participant, et non éligibles) et sur les objectifs du projet (explicitement l'accroissement de la production alimentaire, d'où le ciblage des petits exploitants pratiquant une agriculture de rendement plutôt que de subsistance).

Session 8. Table ronde: Processus

Intervenants: Nancy Laibuni (Institut de Recherche KIPPRA, Kenya), Ousman Tall (Ministère de l'Agriculture, Libéria), Daniel Ohemeng-Boateng (Ministère de l'Agriculture, Ghana). Facilitateur: Stephen Mink (Banque mondiale).

Le facilitateur a posé les questions ci-dessous afin d'obtenir des intervenants des réponses tirant de leurs expérience au niveau national.

Question 1 : Quels ont été les aspects les plus difficiles et les plus prenants de la collecte des données de base ?

Les principaux points rapportés par les intervenants sont les suivants :

- Les données désagrégées sont éparpillées dans de nombreuses institutions. La solution pour surmonter cela est d'impliquer, dès le début de l'étude, tous les ministères concernés et les détenteurs de données. Si possible, cela pourrait se faire à travers un comité de travail avec des représentants de chaque institution pour identifier et combler les lacunes plus facilement (exemple du Ghana).
- La tourmente sociopolitique qui affecte la qualité des données des années précédentes.

Question 2 : Les équipes techniques sont-elles suffisamment impliquées pour être en mesure de reproduire/mettre à jour l'analyse au cours des cycles suivants ?

Afin de reproduire l'étude, les intervenants ont mis en avant le besoin de mettre sur pied une équipe de techniciens formés capables de réaliser l'analyse de façon indépendante au fil des ans (exemple du Ghana). L'équipe doit être mise en place dans une institution dont c'est le mandat (statistiques ou autres) afin qu'elle puisse rendre des comptes. Le NEPAD pourrait faire du suivi/revue des dépenses publiques une composante du Pacte du PDDAA pour s'assurer que les États internalisent cette fonction. CABRI est également un nouveau réseau sur l'analyse des DP – créer un réseau de praticiens en Afrique pourrait réduire la dépendance à l'assistance technique de Rome ou Washington.

Question 3 : Les mécanismes de coordination ont-ils inclus de façon satisfaisante les institutions couvertes par la portée de l'analyse ?

Aucune note.

Question 4 : L'analyse a-t-elle été disponible en temps opportun en ce qui concerne le processus budgétaire annuel ?

Au Ghana, les résultats sont intégrés au processus politique de METASIP par le comité de pilotage de METASIP et, une fois approuvés, ils seront utilisés pour la préparation du budget.

Question 5 : L'implication des parties prenantes du secteur a-t-elle été suffisante avec les ateliers (lancement, validation) et les réunions organisés par les équipes de l'étude ?

Il y a deux aspects à prendre en considération pour impliquer les parties prenantes. D'une part, les représentants de haut niveau des ministères ont besoin d'être impliqués, par exemple par le biais d'une agence/comité de pilotage du cadre de politique nationale (exemples du Ghana ou du Burkina). D'autre part, il est bon de présenter des résultats sectoriels pour susciter l'intérêt, par exemple les résultats d'une chaîne de valeur spécifique ou d'une politique (subventions aux intrants). Le Kenya a organisé avec succès des ateliers consultatifs nationaux sur le thé, le café et le sucre.

L'équilibre entre décideurs politiques et techniciens impliqués est crucial et il faut y penser dès le début de l'étude.

Session 9. Table ronde: résultats analytiques

Intervenants : Naman Keita (Institut d'Économie rurale, Mali), Isaac Shinyekwa (Institut de Recherche, Uganda), Kofi Treku (Togo), Yapo Dagou (Ministère de l'Agriculture, Côte d'Ivoire). Facilitateur : Jesus Barreiro-Hurlé (FAO, SPAAA)

Le facilitateur a posé les questions ci-dessous afin d'obtenir des intervenants des réponses tirant de leurs expérience au niveau national.

Question 1 : Les stratégies sectorielles sont-elles suffisamment détaillées pour vous permettre de déterminer si les dépenses publiques sont alignées sur ces priorités ?

Globalement, les intervenants ont expliqué que les stratégies politiques étaient suffisamment définies pour évaluer la cohérence des politiques entre les dépenses publiques et les objectifs nationaux. Cela rend d'autant plus intéressant l'analyse des dépenses publiques. Cependant, les priorités politiques peuvent évoluer du fait d'un contexte sociopolitique troublé (la Côte d'Ivoire par exemple) et les dépenses publiques doivent également être analysées à la lumière de ces objectifs politiques en situation « d'urgence ».

Question 2 : À quel point les résultats basés sur les données que vous avez obtenues étaient-ils convaincants pour orienter les processus décisionnels ?

Les intervenants n'ont pas remis en question le fait que les résultats étaient convaincants et il semble que leur validité a été reconnue. Toutefois, ils ont déclenché un débat sur trois grands points :

- La part des dépenses allant à certains produits de base par rapport à leur poids dans la production agricole ou leur importance pour la sécurité alimentaire a déclenché d'intenses débats et actions de lobbying de la part des ONG, organisations de producteurs... (Côte d'Ivoire, Ouganda, Mali).

- La répartition géographique et le niveau d'allocation des dépenses par le gouvernement étaient surprenants et ont suscité le débat (Côte d'Ivoire, Togo).
- Qu'a accompli l'État en ce qui concerne l'objectif de Maputo ?

Ainsi, « il ne s'agit pas juste de combien vous dépensez, mais également quoi et où ».

Question 3 : Quels sont résultats de l'analyse qui ont semblé susciter le plus d'intérêt parmi les autres parties prenantes ?

Tous les intervenants ont mentionné le même résultat : l'objectif de Maputo. Les décideurs politiques et les parties prenantes ont débattu sur la méthode utilisée pour obtenir le résultat de l'objectif de Maputo :

- Proche ou éloigné de l'objectif de Maputo et pourquoi ? Quelques résultats surprenants (très faible en Côte d'Ivoire... plutôt élevé au Mali)
- Portée des dépenses pour le secteur agricole prises en compte dans le calcul : développement rural (ou COFOG +) ou pas ? Le Ministère de l'agriculture préfère ne pas l'inclure : si le pays est en-dessous de l'objectif de Maputo, il sera plus facile de plaider pour obtenir des fonds du Ministère des Finances. Le Ministère des Finances préfère l'opposé.
- Inclusion fonctionnement contre investissement et donateurs contre État. Certaines personnes font remarquer que les dépenses des donateurs ne devraient pas être prises en compte (au Mali, par exemple, où une grande partie de l'argent des donateurs a été retirée après 2010) ou que les dépenses de fonctionnement ne devraient pas être prises en compte.

Question 4 : Avez-vous le sentiment que vos conclusions vont vous mener à formuler des recommandations fortes ?

Tous les intervenants ont formulé des recommandations fortes :

Processus

- Augmentation du financement du Ministère de l'Agriculture (Côte d'Ivoire)
- Meilleur système financier : collecte des données, planification budgétaire, coordination entre les ministères (Côte d'Ivoire)
- Augmentation des débloques budgétaires (par rapport au budget réel) (Ouganda)
- Plus de capacités pour le personnel du Ministère de l'agriculture et davantage de personnel (Togo)

Composition

- Mieux cibler les produits de base en fonction de leur importance dans l'économie et avec davantage de cohérence avec les politiques de prix (Mali, Ouganda)
- Rééquilibrer la composition sous-sectorielle : mécanisation, subventions aux intrants... (Togo)

Questions ouvertes de la salle (points principaux) :

1. Égalité régionale des dépenses au Togo et en Côte d'Ivoire : l'inégalité est normale, chaque région a sa propre importance dans l'économie du pays.

Réponse des intervenants : c'est vrai mais, en Côte d'Ivoire, la surprise est venue du fait que la zone non-gouvernementale (rebelle) a reçu la plus grande part de l'argent du gouvernement. Au Togo, la disparité vient du fait que les fonds sont allés principalement à la région où se trouvent les services centraux de l'État et qu'il y a besoin de davantage de décentralisation et pas simplement d'une déconcentration des bureaux.

2. Faut-il se concentrer sur les dépenses réelles ou budgétées ?

Réponse des intervenants : ce sont toujours les dépenses réelles qui sont utilisées. Cela permet également d'évaluer l'efficacité.

3. L'étude a besoin d'impliquer dès le début le Ministère des Finances et de la Planification. C'est nécessaire pour disposer des meilleures données.

Réponse des intervenants : ils ont été impliqués dans la plupart des pays.

Session 10. Table ronde: Obtenir un Impact

Intervenants : Kofi Nouvé (Burkina Faso – Banque Mondiale), Diop (Sénégal), Ourou-Bodi Tchassanti (Togo). Note : le facilitateur a demandé à plusieurs non-intervenants de contribuer à la discussion. Facilitateur : Simon Kisira (Agence de planification et de coordination du NEPAD)

Le facilitateur a posé les questions ci-dessous afin d'obtenir des intervenants des réponses tirant de leurs expérience au niveau national. Des représentants d'autres pays ont également participé aux questions.

Question 1 : Quelles sont les recommandations de l'étude sur le Togo que les décideurs politiques ont mis en place ?

- Reconnaissance de l'importance de l'agriculture dans l'économie.
- Davantage de ressources de la part du Ministère de l'Agriculture.
- Réflexion sur l'augmentation du financement de la recherche.
- Réflexion sur la décentralisation accrue des fonds.

Question 2 : En Afrique du Sud, comment les résultats de l'étude ont-ils été pris en compte aux niveaux central et provincial ?

- Les décideurs politiques impliqués ont réalisé que les accords institutionnels pour les budgets décentralisés sont trop complexes.
- Volonté plus forte pour que les dépenses au niveau provincial correspondent aux objectifs politiques au niveau national.

Question 3 : Au Burkina Faso, quelles décisions les décideurs politiques ont-ils prises en se basant sur les résultats et quel est le processus pour les mettre en œuvre ?

- Débat au Ministère sur la façon de prendre en compte les dépenses hors-budget.

- Réflexion pour un meilleur équilibre des ressources en direction des secteurs en fonction de leur importance dans l'économie (à savoir le bétail)
- Qualité des dépenses publiques.
- Processus : implication du Parlement, ainsi le Ministère est maintenant responsable devant le Parlement des recommandations prises.

Question 5 : Au Tchad, comment les recommandations peuvent-elles être mises en œuvre et utilisées par les décideurs politiques ?

Les décideurs politiques ont leur propre agenda. Ils peuvent accepter ou non les recommandations. Cela ne va pas de soi : l'économie politique est également importante.

Question 6 : Au Sénégal, comment s'assurer que les décideurs politiques prennent en compte les recommandations ?

- Rapport récemment finalisé. Nécessité d'un atelier de validation.
- Le processus consiste à passer par les unités de planification qui ont été impliquées dans l'étude et prendront en compte les recommandations.
- Mais l'étude a donné les mêmes résultats qu'une étude précédente (GASFP), ainsi certaines recommandations (comme les subventions aux intrants) ont déjà été prises en compte.

Question 7 : Au Ghana, comment les différentes parties prenantes ont-elles été impliquées pour garantir l'adhésion aux recommandations ?

Comité de pilotage du projet impliquant des membres du Parlement, le Ministère des Finances, de nombreuses parties prenantes... Obtention des ultimes commentaires de leur part sur le rapport et ensuite diffusion des résultats avec leur approbation.

Question 8 : Au Togo, comment les résultats ont-ils été rendus accessibles, intellectuellement et physiquement, à toutes les parties prenantes, du sommet jusqu'à la base ?

- Groupe de travail avec plusieurs ministères, réunions avec le Parlement pour partager les résultats.
- Atelier pour présenter les résultats avec les organisations de producteurs invitées. Actions de lobbying pour qu'ils soient pris en compte dans le budget 2014.
- Lancement d'un MTEF au Ministère de l'agriculture car l'étude a maintenant suscité l'intérêt des autres ministères.

Question 9 : Au Lesotho, quels sont les forums qui travaillent à la diffusion des résultats ?

Des organisations paysannes, des associations au niveau du district : pistes pour diffuser les résultats au niveau de la base. De même que des organisations faïtières.

Question 10 : Au Sénégal, quel est le rôle de la société civile dans le processus ?

Le Plan national d'investissement agricole (PNIA) a mis en place une bonne structure pour diffuser les résultats :

- Unités de planification
- Comité du PNIA (société civile, université, ministères...)
- Comité de pilotage (conseillers techniques des cabinets ministériels)

Question 11 : Au Burkina Faso, dans quelle mesure le Ministère a-t-il mené le dialogue politique basé sur les résultats ?

- La présence de trop nombreux ministres (4) nécessite une agence de coordination pour les politiques agricoles.
- Le Secrétariat permanent de coordination des politiques sectorielles agricoles (SP/CPSA) agit dans ce sens et diffuse les résultats à tous les ministères impliqués dans les politiques agricoles.
- Mais l'inquiétude est que la diffusion s'arrête à certaines personnes dans les divers comités du SP/CPSA et ne touche pas plus en profondeur dans l'institution. Nécessité d'un suivi.

Question 12 : Au Kenya, comment les recommandations faites par l'unité de coordination du secteur agricole vont-elles au-delà des personnes impliquées dans cette arène politique ?

Une structure appelée ASCU coordonne et gère les problèmes liés à l'agriculture pour tous les ministères.

Question 13 : Au Nigéria, comment le Ministère de l'agriculture a-t-il été mis à la tête du processus ?

- Le ministre de l'Agriculture est aux commandes, il est engagé.
- L'agriculture est vue comme une activité commerciale.
- Besoin de s'assurer que cette énergie sera soutenue institutionnellement après le départ du ministre.

Question 14 : Si une revue des dépenses publiques a de nouveau lieu, que faudrait-il faire différemment pour s'assurer qu'elle soit bien utilisée?

- Suivre et évaluer comment ont été traitées les recommandations de la 1^{re} étude avant de commencer à faire une 2^e étude.
- Nécessité d'un comité de pilotage et d'un comité d'orientation impliquant dès l'origine des parties prenantes pertinentes. Besoin que les décideurs politiques soient impliqués dès le début de l'étude.

Question 15: Comment le COMESA, en tant que CER, se voit-il appuyer les pays en ce sens ?

Agir en tant que plateforme pour réunir les praticiens et les décideurs politiques, mobiliser les ressources techniques et développer l'apprentissage par les pairs et le partage d'enseignements.

Question 16 : Au Togo, comment les décisions clés peuvent-elles être prises en compte dans le budget ?

- Forum mis en place afin que les agriculteurs fassent part de leurs soucis aux dirigeants politiques.
- Création d'un comité de pilotage technique du PNISA pour approbation des résultats qui sont envoyés au comité de pilotage stratégique qui réunit les ministres.
- Utilisation chaque année d'une revue des orientations pour définir les nouvelles orientations budgétaires. Les résultats de l'étude seront utilisés pour cette orientation.

Sessions 14 et 15. Synthèse et remarques de clôture

Dans ses remarques de clôture, M. Stephen Mink, responsable de l'équipe spéciale de la Banque mondiale pour le programme AgPE, a rappelé aux participants que l'un des objectifs clés de l'atelier était de « maintenir l'élan ». À cet égard, et à en juger par l'intérêt et l'enthousiasme générés pendant ces deux jours d'atelier, le sentiment général est que cet atelier a atteint ses objectifs. Pour ne citer que quelques résultats, la réunion a été un succès en faisant en sorte que les discussions (i) aient lieu entre équipes nationales et consultants (ii) sur les outils de l'AgPE et (iii) sur le partage d'expériences entre pays.

Les remarques de M. Mink ont souligné dix (10) messages clés qui ont surgi de l'atelier et qui sont résumés ci-dessous :

1. Il y a eu un accord clair entre les participants à la réunion pour affirmer qu'il faut un **modèle allégé pour l'étude AgPE de base** qui peut être menée de façon systématique et indépendante par les équipes pays. La méthodologie pour ce type de modèle doit être testée et mise au point avec les pays.
2. Il a été généralement perçu le besoin de **créer une communauté de praticiens** afin de poursuivre le processus d'apprentissage et d'échange entre pays.
3. Le riche ensemble d'expériences disponible parmi les pays participant aux études AgPE donne l'occasion d'utiliser des visites d'échange pour faciliter l'apprentissage mutuel ;
4. La durabilité du travail de l'AgPE est cruciale, et il y a eu un accord général pour déclarer qu'il faut (i) mettre en place un réservoir de compétences techniques, (ii) porter ces compétences à un niveau professionnel de pointe par un renforcement ciblé des capacités, et (iii) faciliter l'accès des pays à ce réservoir de compétences.
5. Développer des partenariats — avec l'IFPRI, ReSAKSS et d'autres institutions — et poursuivre le partenariat avec le SPAAA est crucial pour faire avancer le programme et continuer à le rendre pertinent pour les besoins des pays.
6. Deux tendances encourageantes ont émergé des discussions de l'atelier : premièrement, il y a eu une vive participation des parties prenantes dans la planification et la validation des études AgPE, facilitée par les efforts actifs des équipes de l'étude pour impliquer ces parties prenantes dans le processus de l'AgPE ; deuxièmement, il existe des preuves émergentes que le processus AgPE produit ses premiers impacts et que certaines des conclusions et recommandations ont reçu un écho favorable dans le cercle des décideurs politiques de certains pays.
7. Cependant, en dépit de ces premiers impacts, il était évident d'après les discussions que les débats entre les participants se sont focalisés de façon disproportionnée sur la « quantité », à savoir le type, le niveau et la composition des dépenses publiques pour l'agriculture. Il a manqué, dans une large mesure, des discussions sur la « qualité » des dépenses, à savoir le processus et la rentabilité. En conséquence, il a été convenu que la question de la qualité devait recevoir davantage d'attention.
8. Les discussions sur les divers concepts et outils analytiques de l'AgPE indiquent que certains des outils ont besoin d'être clarifiés, améliorés ou tout simplement abandonnés. On pourrait, par exemple, remettre en question la pertinence de la comparaison de la part des sous-secteurs dans l'AgGPD et de leur part dans l'AgPE. La question fondamentale pour le travail à venir est : **comment lier au mieux les dépenses aux résultats ?**

9. Pour aller de l'avant, il serait utile d'avoir un travail supplémentaire sur les riches complémentarités entre, d'une part, l'approche AgPE utilisée par la Banque mondiale et, d'autre part, l'approche SPAAA appuyée par la FAO. Par essence, la portée du SPAAA semble être plus grande que celle de l'AgPE, cette dernière étant définie par la classification COFOG. L'enquête pourrait se concentrer sur des questions comme : (i) La portée de l'AgPE dans le cadre de la COFOG est-elle satisfaisante ? (ii) Comment certaines des présentations ou analyses percutantes qui utilisent l'approche SPAAA peuvent-elles être intégrées dans l'approche AgPE ? Par dessus tout, il est important que les pays comprennent que ces deux outils ne sont pas concurrents mais plutôt complémentaires, par conséquent, les pays doivent **choisir le bon outil en fonction des besoins**.
10. Pour finir, et peu importe l'outil utilisé, tous les participants ont souligné la **nécessité de données de qualité**. Dans le même ordre d'idées, saisir les dépenses hors-budget est un défi crucial qui a besoin d'être traité car les pays œuvrent en direction de l'institutionnalisation des activités de l'AgPE.

Le représentant de la FAO, M. Christian Derlagen, pour le compte de l'équipe SPAAA, a renforcé les dix messages clés partagés par M. Mink. Il a réitéré, en particulier, les six messages suivants :

1. Par rapport au travail de l'analyse des prix du SPAAA, qui semble avoir généré davantage d'intérêt de la part des parties prenantes au cours des deux dernières années, certains peuvent remettre en question la pertinence du travail considérable effectué pour les études AgPE. Le succès de l'atelier a démontré pleinement que ce doute était infondé, et les impacts émergents du processus de l'AgPE montrent clairement que les **programmes de l'AgPE sont incontournables**.
2. Le programme SPAAA arrive à la fin de sa première phase et l'atelier a lieu de façon très opportune par rapport à la **préparation de la deuxième phase**, qui pourrait étendre à plus grande échelle ce qui a fonctionné, revoir ce qui n'a pas fonctionné, et ajouter ce qui a été oublié au cours de la première phase.
3. L'expérience collective des pays montre que **l'accès aux données est difficile**. À l'avenir, il serait utile de focaliser certaines des activités sur la façon d'assouplir l'accès aux données, particulièrement en ce qui concerne la désagrégation des données spécifiques. Il y a besoin **d'avancer vers une méthodologie commune de traitement des données**, afin de permettre la comparaison dans le temps (dans le même pays) et dans l'espace (entre pays).
4. **Impliquer toutes les parties prenantes dans le processus de l'AgPE est essentiel** pour avoir de l'impact en termes d'appropriation et de suivi. Les données ne sont rien sans l'interprétation et les interactions avec les parties prenantes permettent de donner plus de sens aux données.
5. **Le renforcement des capacités à tous les niveaux doit être assuré** en vue de l'appropriation et de la durabilité.
6. Pour un plus grand impact, le lien entre le processus de l'AgPE et le processus du SPAAA doit **s'appuyer sur les comités de pilotage et les systèmes de S&E existants**.

En plus des remarques de conclusion de la Banque mondiale et de la FAO, et avant les remarques de clôture du NEPAD, deux représentants de pays ont fait part de leurs réflexions sur l'atelier, et plus généralement sur les deux programmes AgPE. Représentant les pays francophones, le représentant du Togo, **M. Nasser Tchassanti**, a remercié les participants et les organisateurs de la réunion, la Banque mondiale, la FAO et le NEPAD ainsi que la Fondation B&M Gates pour leur appui financier et technique. Il a souligné, au nom de ses collègues, que le principal message à retenir était l'appel à passer à l'action. Ces

actions doivent se concentrer sur la poursuite de l'apprentissage grâce à des échanges réguliers entre pays et sur la mise en œuvre immédiate des recommandations des études par la préparation et la surveillance étroite des mesures de suivi convenues.

Parlant au nom des pays anglophones, le représentant de l'Afrique du Sud, M. Jacob Hlatshwayo, a lui aussi exprimé sa profonde reconnaissance aux organisateurs de la réunion et aux participants, ainsi qu'aux institutions d'appui et aux experts de l'AgPE pour avoir fait de l'événement un succès et pour leurs appuis divers aux pays. Il a souligné l'importance du partage de connaissances et d'expériences entre pays : s'inspirant de la sagesse d'un proverbe africain, il a conclu par ces mots: « si tu veux aller vite, va seul ; si tu veux aller loin, va avec les autres ».

Les remarques de clôture finales ont été faites par le représentant du NEPAD, M. Simon Kisira. Après avoir remercié tous les participants, M. Kisira a mis fin à la réunion en insistant de nouveau sur les six messages clés suivants qui sont également une invitation à passer à l'action :

1. Continuer à offrir des occasions **d'échanges d'apprentissage** ;
2. Mettre en place une **communauté de praticiens** ;
3. Se focaliser sur la quantité est bien, mais se **focaliser sur la qualité est encore mieux** (en référence aux types, niveau et composition de l'AgPE d'une part, et à la rentabilité/efficacité du processus de l'AgPE d'autre part) ;
4. **Fournir des directives améliorées pour l'AgPE** par le biais de l'assistance technique et l'appui financier ;
5. **Questions de politique économique**; si les études AgPE doivent mener à des impacts durables sur les processus et les résultats ;
6. Assurer une plus grande coordination en **institutionnalisant et en intégrant** les études AgPE aux revues sectorielles communes, aux revues de la responsabilité commune et autres plateformes communes de dialogue avec les multiples parties prenantes.

M. Kisira a conclu en redisant que le NEPAD est prêt appuyer de nouveaux pays lorsque ceux-ci s'engagent dans le processus de préparation des études AgPE.

Annexe 1: Liste des participants à l'atelier
ATELIER AgPE – LISTE DES PARTICIPANTS

NOM	PRÉNOM(S)	ORGANISATION	TITRE	PAYS	EMAIL	TÉLÉPHONE
AMPADU	Richard Ameyaw	STEPRI/CSIR	Chef d'équipe MAFAP	Ghana	r.ampadu@yahoo.com	233 545 664 007
ASSIONGBON	Ekoue	Banque mondiale	Consultant	Togo	ekassiongbon85@yahoo.fr	221 901 06176
BAY	Fatima	Ministère de l'Agriculture	Analyste politiques	Mozambique	fatimabibibay@yahoo.com	258 828 493280
BELACHEW	Zewdu	Ministère des Finances et du Développement Économique	Expert	Ethiopie	zwe fel@yahoo.com	251 911 459 399
BELLO	Afusat	Ministère Fédéral de l'Agriculture		Nigéria	jokybello@gmail.com	234 803 918 6333
BENIN	Samuel	IFPRI	Chercheur		s.benin@cgiar.org	1 530 400 3756
BOATENG-SIRIBOE	Adelaide	Banque mondiale	Consultant	Ghana	absiriboe@yahoo.co.uk	233 244 380 037
BONGELI	Botikala	Ministère du Budget	Équipe pays PDDAA	RDC	bongelibo@yahoo.fr	081 907 2945
CUMBE	Celia	Ministère de l'Agriculture	Directeur	Mozambique	cumbeceliaema@yahoo.com.br	258 82 52 23564
DAGOU	Yapo	Ministère des Ressources Animales	Directeur	Côte d'Ivoire	dagouyapo@yahoo.fr	225 075 49803
DERLAGEN	Christian	FAO	Analyste politique		christian.derlagen@fao.org	39 06 570 53608
DIARRA	Daba	Ministère des Finances	Inspecteur des finances	Mali	daba.diarra@yahoo.fr	76 27 24 72
DIENYA	Tom	Ministère de l'Agriculture	Fonctionnaire chargé de la sécurité alimentaire	Kenya	tm.dienya@gmail.com	254 720 873 855
DIOP	Sokhna Mbaye	Ministère de l'Agriculture/DAPS	Point Focal PDDAA	Sénégal	soxou19@gmail.com	221 77 651 2043
DOTHI	William	Secrétariat du COMESA	Expert PDDAA S&E		wdothi@comesa.int	260 974 068 230
EFFA	Dorothy	MOFA, Ghana	SAO	Ghana	daeffa@gmail.com	233 277 016 062
FRANCIS LEKU	Azenaku	MINADER Cameroun	Directeur	Cameroun	francislekuazenaku@ymail.com	237 776 06713
GHARTEY	James	Banque mondiale	Consultant	Ghana	profghartey@yahoo.com	233 24 324 591
GICHERU	Samuel	Ministère de l'Agriculture	Économiste	Kenya	samuel_gicheru@yahoo.com	254 722 632 610
GITUNDU	Samuel	Ministère de l'Agriculture	Agronome	Kenya	muhiugitundu@gmail.com	254 727 890 431
GNAMETCHO	Kojou	Ministère des Finances	Chef de division	Togo	gnamnes@yahoo.fr	228 9001 0602
HAILEGIORGIS	Dawit	Ministère de l'Agriculture	Expert S&E, planification	Ethiopie	dawitsetegny@yahoo.com	251 910 495 664
HLATSHWAYO	Jacob	DAFF	CFO	Afrique du Sud	jacobH@daff.gov.za	27 12 319 6638

HOURTICQ	Joël	Banque mondiale	Consultant	Togo	joel.hourticq@gmail.com	
KAMA	Berte	Banque mondiale	Consultant	Côte d'Ivoire	bertekama@yahoo.fr	225 077 711 99
KATIKO	Fikiri	Ministère de l'Agriculture	Économiste	Tanzanie	fmkatiko@gmail.com	0713 865 052
KEGORILOE	Cordelia	Agence du NEPAD	Assistante personnel		cordeliak@nepad.oeg	27 11 256 3618
KEITA	Naman	Institut d'Économie Rurale		Mali	namankeita@yahoo.fr	223 76 16 82 53
KHADIDJA	Abdelkader	Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation	Point focal PDDAA	Tchad	khadidjaabdelkader@yahoo.fr	235 662 93269
KINGONZI	Nkambwa	Ministère de l'Agriculture RDC	Équipe pays PDDAA	RDC	kingonziking2000@yahoo.fr	243 815 087 142
KISIRA	Simon	Agence du NEPAD	Fonctionnaire S&E		simonk2@nepad.org	27 11 256 3600
KIZWALO	Evangeline	Ministère de l'Agriculture	Économiste principal	Tanzanie	ekizwalo@yahoo.co.uk	255 754 471 302
KOUASSI	Adjoua Jeannine	Ministère de l'Agriculture	Fonctionnaire chargé de la planification	Côte d'Ivoire	Kajeachrist@yahoo.fr	255 076 35 168
KOUASSI	Mofoué Sonia	Ministère de l'Agriculture	Fonctionnaire chargé de la planification	Côte d'Ivoire	mofouesonia@yahoo.fr	225 0572 3838
LAIBUNI	Nancy	Kenya Institute Public Policy, Research and Analysis	Analyste politique	Kenya	nlaibuni@kippra.or.ke	254 249 36261
LEGESSE	Ermias	Ministère de l'Agriculture	Expert en planification	Ethiopie	ermias_legass@yahoo.com	0911 174 732
MABJAIA	Emilio	Ministère de l'Agriculture	Technicien	Mozambique	emathelane@yahoo.com.br	258 84 57 12331
MAKABANYANE	Itumeleng	DAFF S. Africa	Directeur	Afrique du Sud	winstom@daff.gov.za	27 72 755 6331
MAS APARISI	Alban	FAO	Analyste politique		alban.masaparisi@fao.org	39 33 121 614 47
MASHINDANO	Oswald	Département d'Économie, UDSM	Enseignant & chercheur	Tanzanie	omashindano@esvf.or.tz	255 717 090 067
MINK	Stephen	Banque mondiale	Économiste en chef		smink@worldbank.org	202 458 5458
MODO	Lesedi	Ministère de l'Agriculture	Économiste principal	Botswana	ldmodoe@gov.bw ; ldmodoe@yahoo.com	267 713 882 59
MOHALE	Mathapelo	Ministère de l'Agriculture	Ass. planificateur économique	Lesotho	mletsepe@yahoo.com	266 6302 3143
MOKITIMI	None	Ministère de l'Agriculture	Consultant	Lesotho	nonemokitimi@yahoo.com	266 588 83315
MOREL	Niels	Banque mondiale	Consultant	Togo	nielsmorel@gmail.com	1 301 275 9478
MOTLHAKO	Mokwadi	Ministère de l'Agriculture	Économiste	Botswana	mmotlhako@gov.bw	368 9027
MWENECHANYA	Mbosonge	Secrétariat du COMESA	Facilitateur PDDAA		mbosonge@hotmail.com	260 974 192 764
SAREVA	Mwinjuma	Ministère de l'Agriculture	Économiste	Tanzanie	sarevamm2004@yahoo.co.uk	0754 865 087
NANGTOURBAYE	Tonmadjal	Ministère des Finances	Directeur du budget	Tchad	nongtour@yahoo.fr	235 6631 0780
NDOBENI	Unathi	Département de l'Agriculture	Directeur général, gestion financière	Afrique du Sud	unathin@daff.gov.za	27 12 319 7061

NOUBADOU MADJI	Emery	Ministère de l'Économie et de la Planification	Économiste	Tchad	noubemery@yahoo.fr	235 66 41 89 41
NOUVE	Kofi	Banque mondiale	Économiste agricole		knouve@worldbank.org	226 5049 630
NWAFOR	Manson	IITA RESAKSS	Analyste politique		m.nwafor@cgiar.org	234 80 68 07 2401
NWOKO	Chinedum	World Bank/Policy Associates	Consultant	Nigéria	chinedumnwoko@gmail.com	234 803 963 9210
OHEMENG-BOATENG	Daniel	Ministère de l'Agriculture	Directeur adjoint	Ghana	ohemengboateng@yahoo.com	244 211 007
ORLOWSKI	Dieter		Consultant	Libéria	do@ximungo.net	49 171 369 6440
OUEDRAOGO	Ismael	Banque mondiale	Consultant	Côte d'Ivoire	isouedraogo@yahoo.com	
OWUSU-SEKYERE	Joshua	University of Cape Coast	Vice-doyen	Ghana	jaydosus@yahoo.com	233 246 630 513
PASCAL	Happy					
SABI	Serge	Ministère de l'Agriculture	Point Focal PDDAA	RDC	sabiserge@yahoo.fr	243 998 947 195
SADE	Patrice	Banque mondiale	Assistant programme		psade@worldbank.org	1 202 458 0718
SALA SALA	Theodore	MINADER	Directeur	Cameroun	salasalatheodore@yahoo.fr	237 773 03113
SECK	Alassane	Ministère de l'Agriculture	Analyste	Sénégal	alassaneseck2000@yahoo.fr	221 775 782 517
SEFEFO	Khoabane	Ministère de l'Agriculture	Économiste	Lesotho	khoabanesefefo@ymail.com	266 763 594 559
SENTALA	Thokozani	Ministère de l'Agriculture	Économiste	Malawi	thokoanisentalala@yahoo.com	0999 382431
SHINYEKWA	Isaac	Economic Policy Research	Chercheur	Ouganda	ishinyekwa@eprc.or.ug	256 772 640 415
SOW	Papa Amadou	Ministère de la Pêche, Sénégal	Fonctionnaire chargé de la surveillance	Sénégal	pamadou72@yahoo.fr	774 588 211
TALL	Ousman	Ministère de l'Agriculture	Ministre adjoint	Libéria	ostall@yahoo.com	231 886 517 202
TAONDYANDE	Maurice	Banque mondiale	Consultant	Burkina Faso	taond@yahoo.fr	226 7066 7884
TARR	Byron	Banque mondiale /Development Consultants	Consultant	Libéria	byrontarr@hotmail.com	231 886 536 531
TCHASSANTI	Ouro-Bodi	Ministère de l'Agriculture	Directeur, Finances	Togo	nassertchassanti@yahoo.fr	228 9005 8037
TEOUABA	Felix	MINADER	Secrétaire PDDAA	Cameroun	fteouaba@yahoo.com	237 9404 0513
TREKU	Koffi	Ministère de l'Agriculture	Chief Division	Togo	pstreku@yahoo.fr	228 9011 1123
VAN-SEGBEFIA	Allan	Ministère des Finances	Fonctionnaire	Ghana	asegbefia@mofep.gov.gh	233 542 123 687
WILTSHIRE	Wendy	Banque mondiale	Consultant		wiltshire.wendy@gmail.com	
WONYENE	Harry	Ministère de l'Agriculture	Directeur	Libéria	harrystays@yahoo.com	231 886 573 318
ZACCHAEUS	Akerejola	Ministère de l'Agriculture		Nigéria	zakerejola@rocketmail.com	234 805 715 9663
ZORYA	Sergyi	Banque mondiale	Économiste principal		szorya@wb.org	

Annexe 2: Sous-groupes de discussion sur le Processus, les Résultats analytiques et l'obtention d'Impact

1.A Groupe Processus - Francophone

SALA SALA
KHADIJA
DAGOU
SABI
SOW
TCHASSANTI
DIARRA
MINK, Facilitateur

1.B Groupe Processus - Anglophone

MODO
HAILEGORGIS
OWUSU-SEKYERE
SEFEFO
GITUNDU
WONYENE
SENTALA
BELLO
MAKABANYANE
KATIKO
LAIBUNI
VAN SEGBEFIA
AMPADU
DOTHI
NWAFOR
DERLAGEN, Facilitateur

2.A Groupe Résultats et Analyse - Francophone

TEOUABA
NOUBADOUMADJI
KOUASSI Sonia
KINGONZI
DIOP
TCHEDRE
KEITA
KAMA
MAS APARISI, Facilitateur

2.B Groupe Résultats et Analyses - Anglophone

BELACHEW
EFFA
GICHERU
MOKITIMI
MABJAIA
CHINADUM
NDOBENI
MWINJUMA
SHINYEKWA
GHARTEY
TAONDYANDE
OUEDRAOGO
ORLOWSKI
BENIN
BARREIRO-HURLÉ, Facilitateur

3.A Groupe Impact - Francophone

LEKU
NANGTOURBAYE
KOUASSI Jeanine
BONGELI
TREKU
SECK
MOREL
ASSIONGBON
NOUVÉ
HOURTICQ, Facilitateur

3.B Groupe Impact - Anglophone

MOLTHAKO
LEGESSE
OHEMENG-BOATENG
DIENYA
MOHALE
TALL
CUMBE
ZACCHAEUS
HLATSHWAYO
KIZWALO
BOATENG-SIRIBOE
TARR
MASHINDANO
MWENECHANYA
ZORYA, Facilitateur